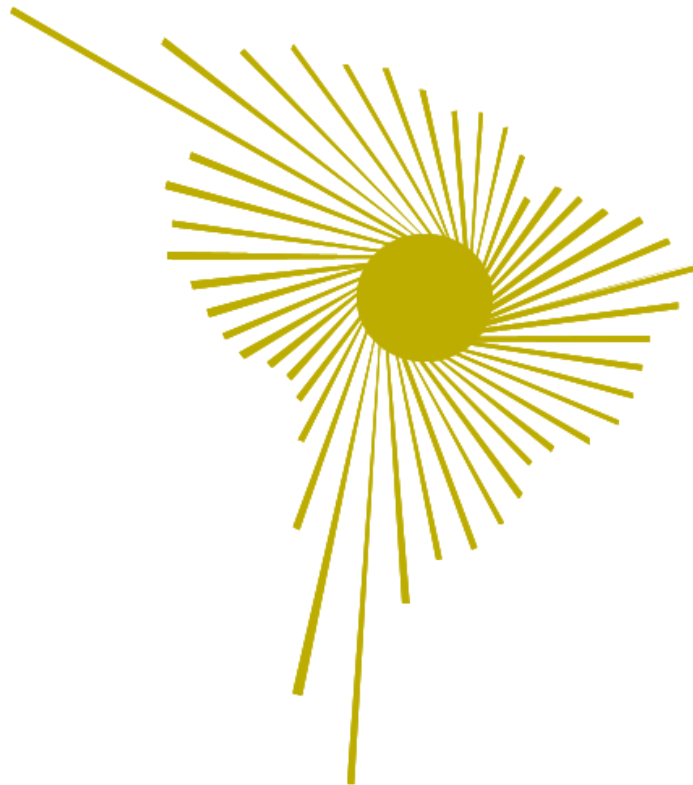


DIPLOME EN RELATIONS INTERNATIONALES 2

## **L'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique est-elle viable à long terme ?**

SOUS LA DIRECTION DE ASSEN SLIM



Diego Mermoud

23 septembre 2013

*A ma maman*

## *Remerciements*

*Je souhaite remercier mon directeur de recherche M. Slim pour sa disponibilité, ses conseils et ses encouragements.*

*Je tiens particulièrement à remercier Ophélie ma douce et tendre pour ses relectures, ses conseils et son soutien moral de tous les instants.*

*Je remercie bien entendu ma famille. Premièrement mes frères et sœurs, Nadine, Nicolas, Jonas, Nadine et Barbara pour leurs questionnements qui m'ont fait avancer.*

*Je voudrais également remercier mes parents, mes grands-parents, mes tantes, mes oncles et mes amis qui m'ont encouragé à étudier et toujours soutenus.*

*Je remercie bien sûr mes camarade de l'Institut avec qui nous avons partager et débattu nos sujet et plus particulièrement Nikola. Je remercie également mes colocataires Cihan et Mehmet pour leur soutien.*

*Je voudrais également remercier mes amis d'enfance qui m'ont toujours soutenus dans mon désir de faire des études supérieurs, Gilles, Aghilès, Sylvain, Michael.*

*Je voudrais enfin exprimer mes remerciements à Rodolfo, Liset, Armando, Jesus et Rafael qui m'ont dédié leur temps pour discuter de la situation et m'ont permis de mieux la comprendre.*

*Christophe Colomb fut le premier socialiste : il ne savait pas où il allait, il ignorait où il se trouvait... et il faisait tout ça aux frais du contribuable.*

Winston Churchill

## *Sommaire*

1. Introduction	6
1.1 Le processus d'intégration régionale	8
1.2 Les différents processus d'intégration régionale en Amérique	11
1.3 Les attaques	17
2. Histoire de l'ALBA	18
2.1 Une Alternative à la ZLEA	22
2.2 L'accord entre Fidel Castro et Hugo Chavez	23
2.3 L'arrivée de nouveaux pays	27
2.4 La sortie du Honduras	31
3. Les objectifs de l'ALBA	33
3.1 Le socialisme du XXIème siècle	34
3.2 L'anti-impérialisme	36
3.3 Les médias	37
3.4 La diplomatie	40
3.5 L'intégration politique	42
3.6 L'intégration économique	46
3.6.1 La Banque de l'ALBA	46
3.6.2 Le SUCRE, Système Unitaire de Compensation Régionale	47
3.6.3 Le Traité de Commerce des Peuples	49
4. Les forces centrifuges et centripètes	51
4.1 Le traumatisme du Hard Power étasunien	52
4.2 Un nouveau modèle sociétal	53
4.3 La polarisation politique	55
4.4 L'alliance avec le MERCOSUR	56
4.5 Les processus d'intégration continentale	58
5. Conclusion	62
6. Bibliographie	65
7. Annexes	71

## *1. Introduction*

L'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) est un processus d'intégration régionale en construction ayant pour base le Venezuela et Cuba. Cette alliance est novatrice de plusieurs manières, mais reste mal connue, par exemple dans les pays francophones où la littérature à ce sujet est très faible, voir inexistante. Actuellement, si ce n'est l'Espagne à travers ses relations historiques, les pays occidentaux se désintéressent de l'Amérique Latine pour se focaliser sur l'Asie et le Moyen-Orient. Ce désintéressement pour cette région du globe permet à celle-ci de se développer selon ses propres valeurs et avec des pressions externes plus faibles. En effet, l'Amérique Latine a, au cours de son histoire, inlassablement été exploitée par les puissances occidentales qui ont profité de ses ressources en matières premières et de ce marché pour écouler leurs biens manufacturés. Ce processus défavorable aux populations des différents pays fut amplifié par les ingérences politiques, principalement des Etats-Unis, lors des dernières décennies. La dérégulation et les privatisations effectuées pendant les années quatre-vingts dix sous la pression du FMI et de la Banque Mondiale qui a provoqué un grand nombre de catastrophes économiques et sociales. La faillite de l'Etat argentin en 2001 a sonné le glas de cette politique économique favorisant les grandes puissances et non les pays latinos du continent. Le choc provoqué par la crise dite "des casseroles" en Argentine, a marqué un tournant dans les politiques étatiques de plusieurs pays. Tout comme l'Europe, l'Amérique Latine est une mosaïque de différents pays ayant chacun ses particularités culturelles, historiques et politiques, mais il y a depuis maintenant plusieurs années, un basculement général de cette région vers des gouvernements de gauche. Cet événement historique a permis progressivement à ces différents gouvernements ayant une base idéologique commune de s'allier à travers différents systèmes d'alliance politique ou économique pour renforcer leur position et améliorer leur situation.

Il est à relever que la crise de 2001 en Argentine a réellement créé une rupture de paradigme avec les visions antérieures qu'avaient les élites latinos américaines. En effet, ces élites ont toujours observé l'Europe et les Etats-Unis, convaincues qu'en suivant ce modèle elles referaient leur retard sur les pays du nord. La crise argentine a montré que le respect à la lettre des conseils de gestion politique et économique venant du Fond Monétaire International (FMI) et donc des pays du nord, ainsi que la mise en place d'un modèle

néolibéral, conduit à la déroute. A partir de ce moment, l'Amérique Latine s'est repliée sur elle-même pour chercher ses propres solutions, sa propre vision correspondant à sa situation. Ceci généra une pensée, un paradigme beaucoup plus social, remettant en cause le modèle libéral voire capitaliste. Ce retour à des valeurs de gauche, s'appuyant sur une pensée marxiste, s'est concrétisé par l'élection de gouvernements de gauche, plus précisément ces dernières années ayant à leur tête des anciens guérilleros<sup>1</sup>. Cet avènement de gouvernement de gauche couplé à l'absence de réel leadership externe dans la région, a permis différentes intégrations régionales ainsi que la modification de certaines. Les alliances dans la région sont multiples, nous pouvons les voir comme un patchwork qui se modifie au fur et à mesure des changements politiques internes à chaque pays. Néanmoins nous pouvons en distinguer actuellement sept : Le Marché Commun du Sud (MERCOSUR), la Communauté Andine, la Communauté Caribéenne (CARICOM), l'Alliance du Pacifique, l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA), la Zone de Libre-Echanges des Amériques (ZLEA) et l'ALBA. Chacun de ces processus d'intégrations régionaux poursuit des objectifs et modèles différents, mais ces dernières années, nous pouvons percevoir un rapprochement entre le MERCOSUR, la CARICOM et l'ALBA. Ceci face à la communauté Andine, l'ALENA, la ZLEA et l'Alliance pour le Pacifique. En effet, une rupture historique existe entre les pays alliés aux Etats-Unis et les pays repoussant cette influence. La relation voulue avec le puissant voisin étasunien fait donc l'objet d'une dissension entre ces deux groupes.

Dans le cadre de ce travail nous allons plus précisément nous intéresser à l'ALBA. Quelles sont les bases tant idéologiques, économiques et sociétales qui poussent ces différents pays à s'allier pour créer une alliance et un processus d'intégration régionale ?

L'ALBA est aujourd'hui l'alliance la plus en vue, la plus dynamique, mais ce dynamisme médiatique et politique est-il réel sur le terrain ?

Y a-t-il une croissance des échanges économiques entre les différents pays qui composent l'alliance?

L'institutionnalisation de ce processus d'intégration est-il suffisamment fort pour résister aux changements politiques internes des pays de l'ALBA ?

Finalement est-ce que cette alliance a un avenir à long terme ? Voici les questions auxquelles ce mémoire souhaite offrir des réponses, et des pistes de réflexions.

---

<sup>1</sup> José Mujica en Uruguay, Dilma Rousseff au Brésil, Daniel Ortega au Nicaragua.

<sup>2</sup> <http://www.lecourrierduparlement.fr/bruxelles-la-ville-aux-20-000-lobbyistes/>, consulté le 12 septembre 2013.

<sup>3</sup> [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse\\_comparative\\_des\\_processus\\_d\\_integration\\_economique\\_r](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse_comparative_des_processus_d_integration_economique_r)

Pour ce faire, après l'étude de l'histoire de ce processus d'intégration ainsi que de la situation actuelle, nous allons nous intéresser aux facteurs de convergences qui favorisent le renforcement de l'ALBA, voire la possibilité de s'étendre à d'autres pays. Mais nous allons également passer en revue les facteurs divergents qui pourraient faire éclater cette alliance ou la rendre obsolète.

### *1.1 Le processus d'intégration régionale*

Les dynamiques de processus d'intégration régionaux avec des objectifs d'intégrations forts doivent se faire selon une base philosophique, un projet pour des peuples, soutenu par une majorité de ceux-ci, une idée du monde que nous voulons pour demain, pour les futures générations. Cette base profonde a été pour l'Union Européenne la fin de la guerre en Europe aujourd'hui et pour toujours, une Europe en paix voilà ce qui a été le projet de base soutenu par les peuples européens et qui a permis la réussite de cette union. Mais cela fait aujourd'hui plus de soixante ans que la deuxième guerre mondiale s'est terminée et bientôt 25 ans que le mur de Berlin est tombé, l'Europe a perdu cette élan progressiste et novateur pour devenir un outil fortement tourné vers l'économie et très peu sur l'intégration politique réel ainsi que la construction d'un modèle social pour les peuples qui la compose. Par conséquent la perception des peuples sur l'UE devient de plus en plus négative, car, en période de crise, cette Union ne parvient pas à s'occuper des plus démunis des citoyens européens. La ligne libérale, néolibérale suivie à Bruxelles par des personnalités telles que J.-M. Baroso provoque un éloignement, une dissension progressive entre les peuples européens et les institutions européennes. Ce décalage progressif a plusieurs origines structurelles, mais la principale raison de ce décalage est le poids des élites économiques dans les décisions prises à Bruxelles, chose que nous pouvons constater simplement en observant le nombre de lobbyistes par habitant dans la région où sont regroupées les institutions européennes<sup>2</sup>. L'Europe a néanmoins traversé les années, s'est construite malgré les difficultés qu'elle a traversées. Le processus d'intégration s'est construit dans le temps, avec des moments de stagnation et d'autres de prises de décisions. L'Europe peut être critiquée sur bien des points, mais il faut reconnaître que ce projet a pu survivre au temps et a toujours su trouver un consensus, même à minima, pour continuer sa construction. Le

---

<sup>2</sup> <http://www.lecourrierduparlement.fr/bruxelles-la-ville-aux-20-000-lobbyistes/>, consulté le 12 septembre 2013.



projet européen a donc montré qu'il était viable dans le temps et aujourd'hui, même en période de crise personne ne pense réellement à la fin de cette union, car l'Europe est aujourd'hui si institutionnalisée qu'elle est obligée de trouver de nouvelles solutions, de se réinventer pour répondre aux volontés des peuples qui la composent.

Il est difficile de définir quels sont les prérequis, les facteurs indispensables, les règles qui permettent la construction pérenne d'un processus d'intégration régionale (PIR). De plus, chaque processus a ses propres particularités, régionales mais aussi dans les objectifs qu'elles poursuivent. Si nous nous basons sur l'étude d' « Analyse comparative des processus d'intégration économique régionale » sous la direction de Philippe Hugon pour le Ministère des Affaires Etrangères<sup>3</sup>, « la *régionalisation*, dans les économies en développement, se caractérise par une intensification des mouvements d'échanges avec la suppression des obstacles internes (*zone de libre-échange*), un tarif extérieur commun (*union douanière*) et une mobilité des facteurs (*marché commun*). Elle se caractérise par une coordination des politiques économiques ou sociales (*union économique*), par des projets de coopération mis en place par des acteurs (*coopération régionale ou fonctionnelle*), par des interdépendances entre les économies conduisant à des convergences économiques (*intégration des marchés et coopération institutionnelle*), par la mise en place de règles ou de transferts de souveraineté munis de structures institutionnelles (*intégration institutionnelle ou régionalisme fédérateur*), par des relations internationalisées au sein des réseaux ou des firmes (*intégration productive ou réticulaire*) et par des effets d'agglomération et infrastructures interconnectantes au sein de territoires transnationaux »<sup>4</sup>. L'auteur discerne également cinq conceptions de l'intégration régionale :

- Libérale, par le marché. « Régionalisme ouvert »
- Volontariste, par le Plan. « Régionalisme fermé »
- Territoriale, par les firmes. « Régionalisme polarisé » de facto
- Institutionnaliste, par les règles. « Régionalisme normatif » de jure
- Diplomatique, par transfère de souveraineté. « Régionalisme fédérateur »<sup>5</sup>

---

<sup>3</sup> [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse\\_comparative\\_des\\_processus\\_d\\_integration\\_economique\\_regionale.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse_comparative_des_processus_d_integration_economique_regionale.pdf), 13 septembre 2013.

<sup>4</sup> *idem*.

<sup>5</sup> Tableau complet en annexe.

Ceci selon une différenciation entre la conception, les objectifs, les moyens et les indicateurs. Ce cadre théorique pour différencier les différents processus d'intégration régionale est très pertinent car il offre la possibilité de classer les différents projets. Dans le cadre de particularités continentales, il nous faut néanmoins ajouter une différence, celle du rapport avec le puissant voisin étasunien. Il existe les processus souhaitant échapper à l'influence du pays de l'Oncle Sam, alors que d'autres souhaitent au contraire renforcer leurs liens avec Washington. De plus, chaque processus d'intégration régionale se définit selon sa propre terminologie : l'ALBA est une alliance tout comme l'Alliance du Pacifique, le MERCOSUR est un marché commun, la CARICOM et la CAN sont des communautés, l'ALENA est un accord de libre-échange et l'ACLA est une zone de libre-échange. Dans le cadre de ce travail, nous considérerons que quelque soit le nom et les objectifs poursuivis, il s'agit d'un rapprochement entre nations qui souhaitent s'organiser afin de mener à bien un projet commun. Ces différents rapprochements s'inscrivent dans des rapports de forces entre différents acteurs étatiques, nous pouvons y percevoir les rivalités de pouvoir sur le territoire<sup>6</sup> du continent Américain.

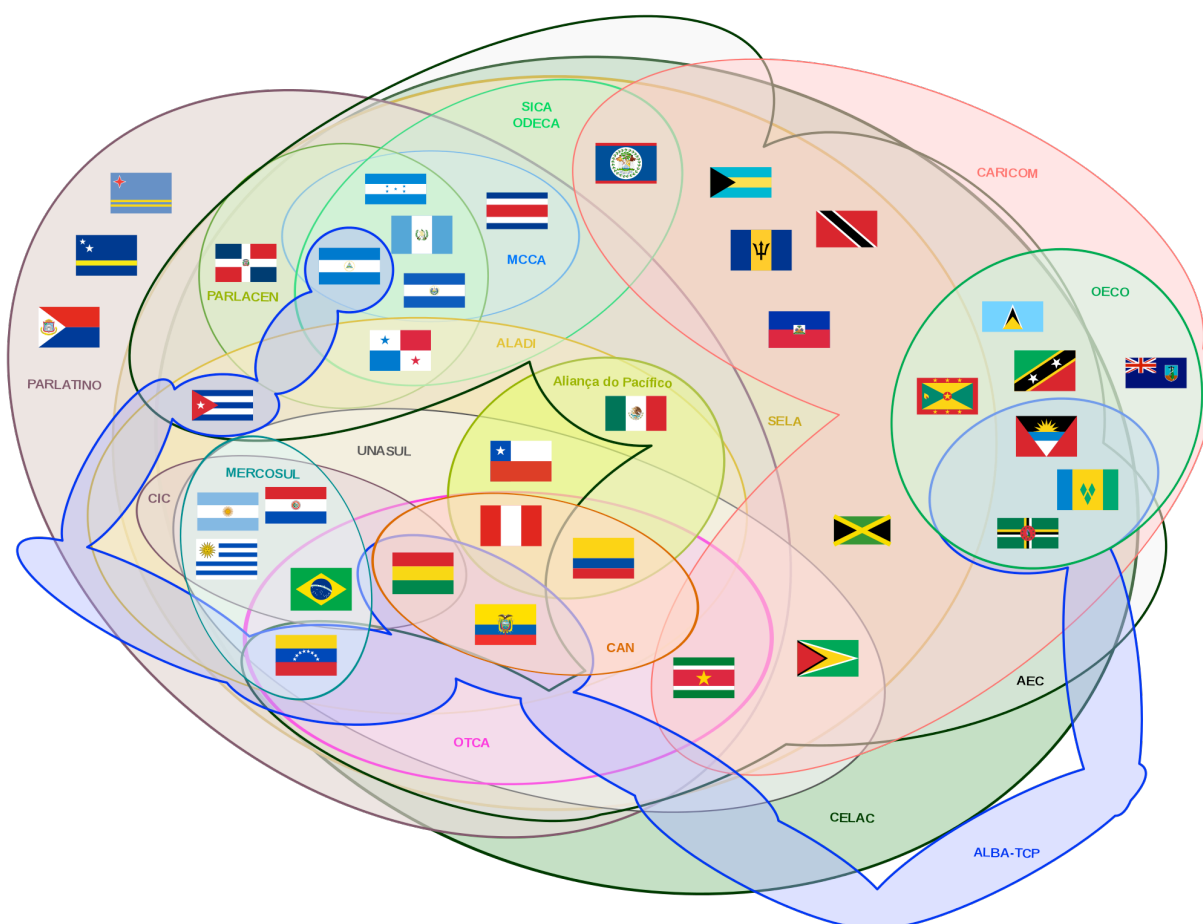
En ce qui concerne l'ALBA qui s'approche de la conception volontariste de Philippe Hugon, elle se construit de manière très rapide et reçoit un grand intérêt du fait qu'elle fut avant la crise économique avant-gardiste, aujourd'hui progressiste et dans l'ère du temps. L'ALBA a tout d'abord comme base la rupture, selon plusieurs clivages. Il s'agit premièrement d'une rupture avec le paradigme néo-libéral dominant dans les années 1990. Deuxièmement une rupture avec les Etats-Unis et de manière plus générale avec les pays occidentaux qui véhiculent ce paradigme néo-libéral pour exploiter les pays du sud et participer à un néo-colonialisme. Troisièmement une rupture que nous pourrions qualifier de morale, dans le sens où le projet de l'ALBA souhaite améliorer les conditions de vie des peuples sans l'omniprésent intérêt national, cela veut dire aider sans rien demander en retour, chose qui peut paraître impossible voir tout simplement mensonger pour une culture européenne ou occidentale. Ces ruptures véhiculées par les discours officiels des présidents appartenant à l'alliance sont à nuancer, nous en étudierons les raisons par la suite.

---

<sup>6</sup> <http://www.herodote.org/spip.php?article62#sommaire>, 13 septembre 2013.

## 1.2 Les différents processus d'intégration régionale sur le continent

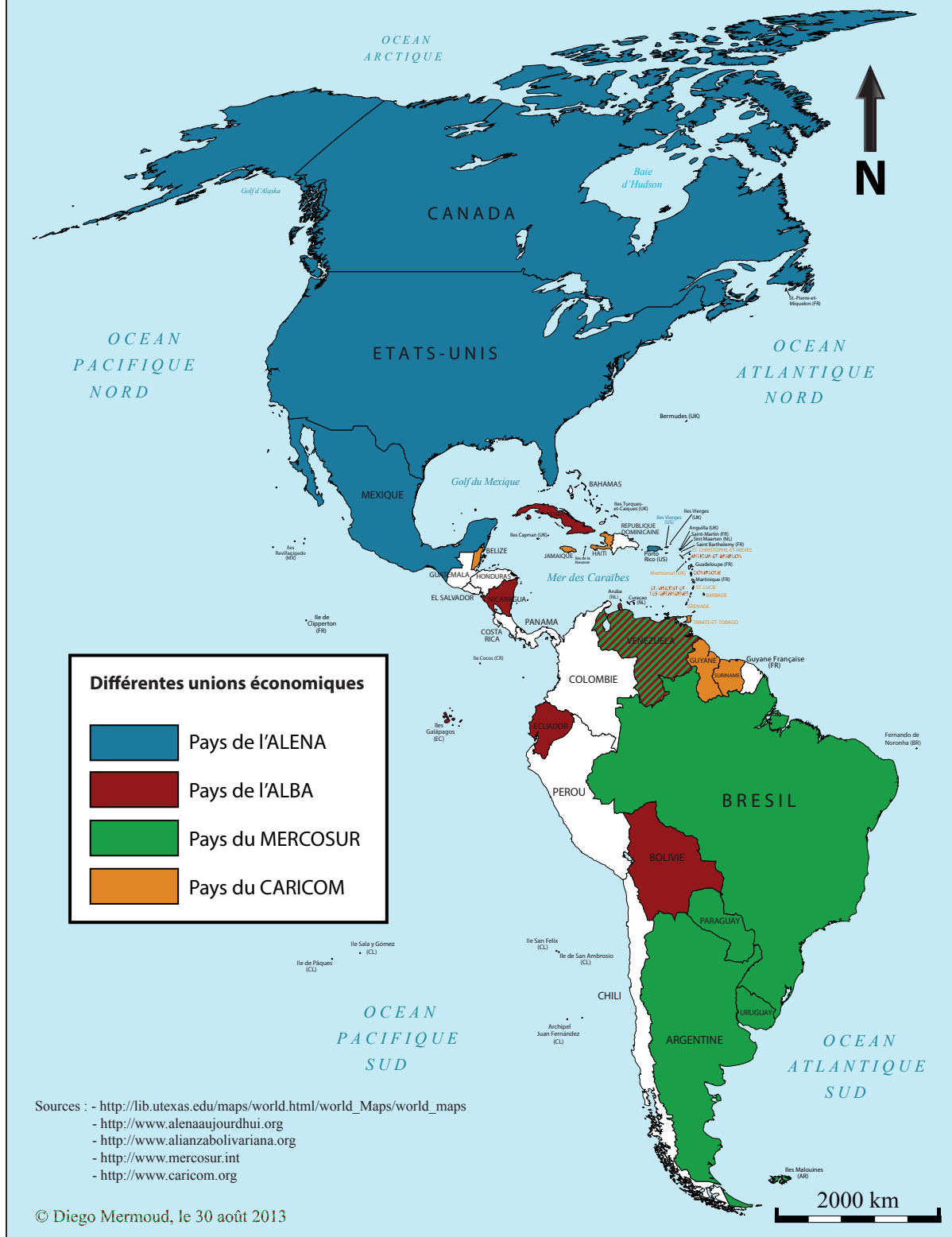
Pour mieux se situer, mieux comprendre comment s'articulent ces différents processus d'intégration régionale nous allons les passer en revue. Dans le cadre de ce travail, faire un historique précis de chaque alliance ainsi qu'un descriptif de sa situation serait long et peu pertinent, mais il nous faut tout de même passer en revue celles-ci afin de pouvoir comprendre la situation complexe dans laquelle s'inscrit l'ALBA. Voici une iconographie permettant de comprendre la complexité de ces différents processus et par conséquent les difficultés à rendre compte de la situation à ce niveau. Chaque processus a son histoire, ses réussites et ses déboires, chacun poursuit des objectifs différents à finalités différentes, dans le cadre de ce travail nous nous intéresserons à ceux qui ont une relation ou une influence sur la construction de l'ALBA.



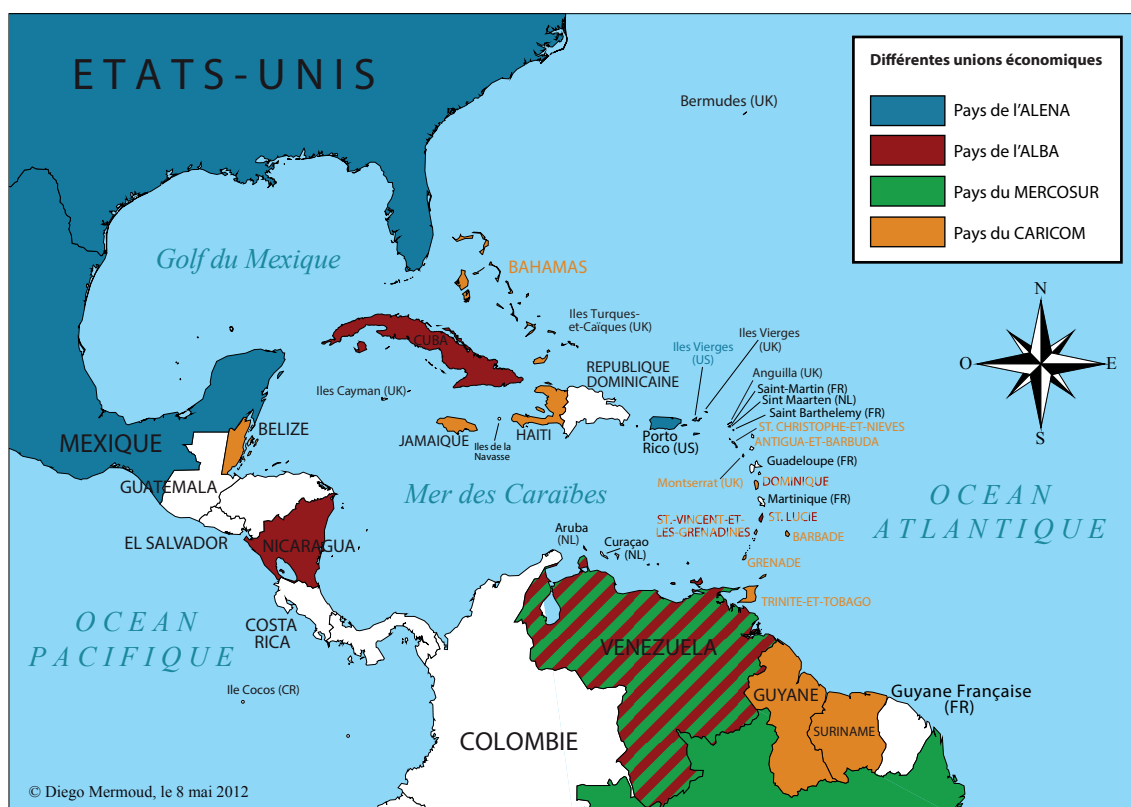
Source :- [http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/d/d3/Diagrama\\_OIG\\_latino-americanas\\_e\\_caribenhas2-pt.svg/2000px-Diagrama\\_OIG\\_latino-americanas\\_e\\_caribenhas2-pt.svg.png](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/d/d3/Diagrama_OIG_latino-americanas_e_caribenhas2-pt.svg/2000px-Diagrama_OIG_latino-americanas_e_caribenhas2-pt.svg.png)

Consulté 13 septembre 2013.

# Carte des processus d'intégration régionale



- Le MERCOSUR (Marché Commun du Sud) réunit cinq pays dont trois puissances régionales (le Brésil, l'Argentine et le Venezuela), historiquement les deux puissances fondatrices sont le Brésil et l'Argentine qui se sont alliées avec l'Uruguay et le Paraguay sur un modèle d'intégration économique basé sur le processus d'intégration européen, et ce dès 1991. Ce processus d'intégration n'a pas répondu aux objectifs qu'il s'était fixé, ce principalement dû à la non convergence d'intérêts entre les deux puissances fondatrices qui sont de plus historiquement concurrentes dans la région. Mais certaines réussites doivent être relevées, comme la facilitation des mouvements de personnes qui n'ont aujourd'hui plus besoin de visa pour circuler ainsi que quelques réussites au niveau économique même si celles-ci sont largement en deçà des résultats escomptés. Le basculement à gauche temporellement synchrone des quatre pays a également permis un basculement du paradigme de l'Alliance et ce malgré le coup d'Etat constitutionnel au Paraguay qui a provoqué la suspension de ce pays à l'alliance en 2009<sup>7</sup>. L'entrée du Venezuela pays fondateur de l'ALBA a pousser ces deux alliances à un rapprochement progressif au cours du temps, même si des dissensions entre le Brésil et le Venezuela luttant pour le leadership régional freine ce processus. Il est actuellement envisageable de penser que ces deux PIR se lient en un et seul projet même si cela reste encore hypothétique.



<sup>7</sup> <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/06/29/97002-20120629FILWWW00336-mercosur-le-paraguay-va-etre-suspendu.php>, consulté le 18 septembre 2013.

- La CARICOM est un processus d'intégration régionale regroupant une partie des pays des Caraïbes. Cette alliance historiquement faible de par les pays qui la compose, s'est récemment rapproché de l'ALBA qui, en plus d'intégrer plusieurs pays des Caraïbes en son sein, offre des accords bilatéraux favorables aux pays de la région, principalement à travers le pétrole vénézuélien fournit à un prix plus faible que celui du marché. La mise en place du projet Petro Caribe par le Venezuela dans la région est également significative d'un rapprochement des pays de la région avec l'ALBA.

- La CAN (Communauté Andine), cette alliance ancienne qui regroupe la Colombie, l'Equateur, le Pérou et la Bolivie<sup>8</sup> n'a jamais réellement débouché sur une intégration forte et s'est vue quitter par le Venezuela qui a effectué une rupture sur la scène régionale du fait du changement politique au sein du pays. La Communauté Andine qui, à sa fondation en 1969 sous le nom de Pacte Andin, devait être un projet d'intégration ambitieux mais n'a jamais réellement pu voir le jour. Ceci dû principalement à l'instabilité politique des pays qui la composent, un certain manque de leadership et surtout un manque de concordance d'intérêts entre ces pays. Certaines réussites économiques sont à relever, mais ceux-ci restent très éloignés des objectifs affichés<sup>9</sup>.

- L'Alliance du Pacifique est le processus d'intégration régionale le plus récent, officiellement fondée en avril 2011. Ce projet, regroupant le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili, est basé sur le libre-échange économique et se revendique comme étant une renaissance de la ZLEA à un niveau régional<sup>10</sup>. L'Alliance du Pacifique se compose de pays ayant de forts liens avec Washington et ayant tous signé des accords de libre-échange avec les Etats-Unis. Ce projet est une « réponse » à l'influence grandissante de l'ALBA dans la région basée sur le libéralisme contrairement à l'alliance bolivarienne. Ce projet concurrent est encore très jeune et il est difficile d'évaluer sa réalité actuelle et future, mais il suscite énormément d'intérêts et ce, dans le monde entier. Lors du sommet de l'alliance en mai 2013, « les pays devenus observateurs avant le sommet ont pu se faire entendre lors des débats, mais sans droit de vote. Dans ce cadre, le Canada était représenté par le Premier ministre Stephen Harper, l'Espagne par le président du gouvernement Mariano Rajoy, le Guatemala par le président Otto Pérez Molina, le Costa Rica par la présidente Laura

---

<sup>8</sup> <http://www.comunidadandina.org/Quienes.aspx>, consulté le 21 septembre 2013.

<sup>9</sup> <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/17/39/20/PDF/cal50-dossier5.pdf>, consulté le 20 septembre 2013.

<sup>10</sup> <http://www.latinreporters.com/amlateco24052013iv.html>, consulté le 20 septembre 2013.

Chinchilla, le Panama par le président Ricardo Martinelli, l'Uruguay (autre pays du Mercosur) par le vice-président Danilo Astori et la Nouvelle Zélande, l'Australie et le Japon par des ministres »<sup>11</sup>. La présence de telles personnalités lors de ce sommet montre le grand intérêt que portent alors certains pays à cette alliance. Au niveau économique les pays de l'alliance ont attiré près de 70 milliards de dollars d'investissements étrangers directs, et lors du sommet de cette année, un accord sur l'exonération des droits de douane sur 90% des échanges commerciaux des quatre pays a été trouvé. Ce nouveau processus d'intégration régionale, étant aussi une alliance, est le principal concurrent de l'ALBA, suivant une politique, une philosophie diamétralement opposée. C'est ainsi un contre-projet à l'ALBA, qui lui empêche un accès direct à l'Océan Pacifique, et suit le projet étasunien libre-échangiste. Ce sera le principal défi pour l'ALBA ce qui renforce l'impossibilité de voir le rêve d'une Amérique latine unifiée face aux Etats-Unis.

- L'ALENA comme nous le verrons par la suite est une zone de libre-échange comprenant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Cet accord de type néolibéral, promu par les Etats-Unis, est entré en vigueur en 1994<sup>12</sup>. Cet « Accord a systématiquement éliminé la plupart des obstacles, tarifaires et non tarifaires, au libre-échange et à l'investissement entre les trois pays de l'ALENA »<sup>13</sup>. Ce processus fortement influencé, voir dirigé par les Etats-Unis, est également une manière de promouvoir l'idéologie néolibérale dans la région. Ce processus d'intégration régionale est également comme un premier pas, avant d'être mis en œuvre sur tout le continent du point de vue étasunien. C'est ce que le pays de l'Oncle Sam tentera de faire avec la ZLEA.

- La ZLEA a été proposée à Miami, au premier sommet des Amériques, par les Etats-Unis à tous les pays du continent, exception faite de Cuba qui n'était pas convié. Ce sommet qui s'est tenu en décembre 1994, année du lancement de l'ALENA, se voulait rassembleur pour tout le continent et également à un niveau économique. Les négociations pour parvenir à un accord ont duré plus de 10 ans, pour finalement ne déboucher sur rien. Les puissances du sud du continent s'y sont finalement opposées, l'Argentine, le Venezuela de manière formelle et surtout le Brésil qui l'a finalement bloqué définitivement.

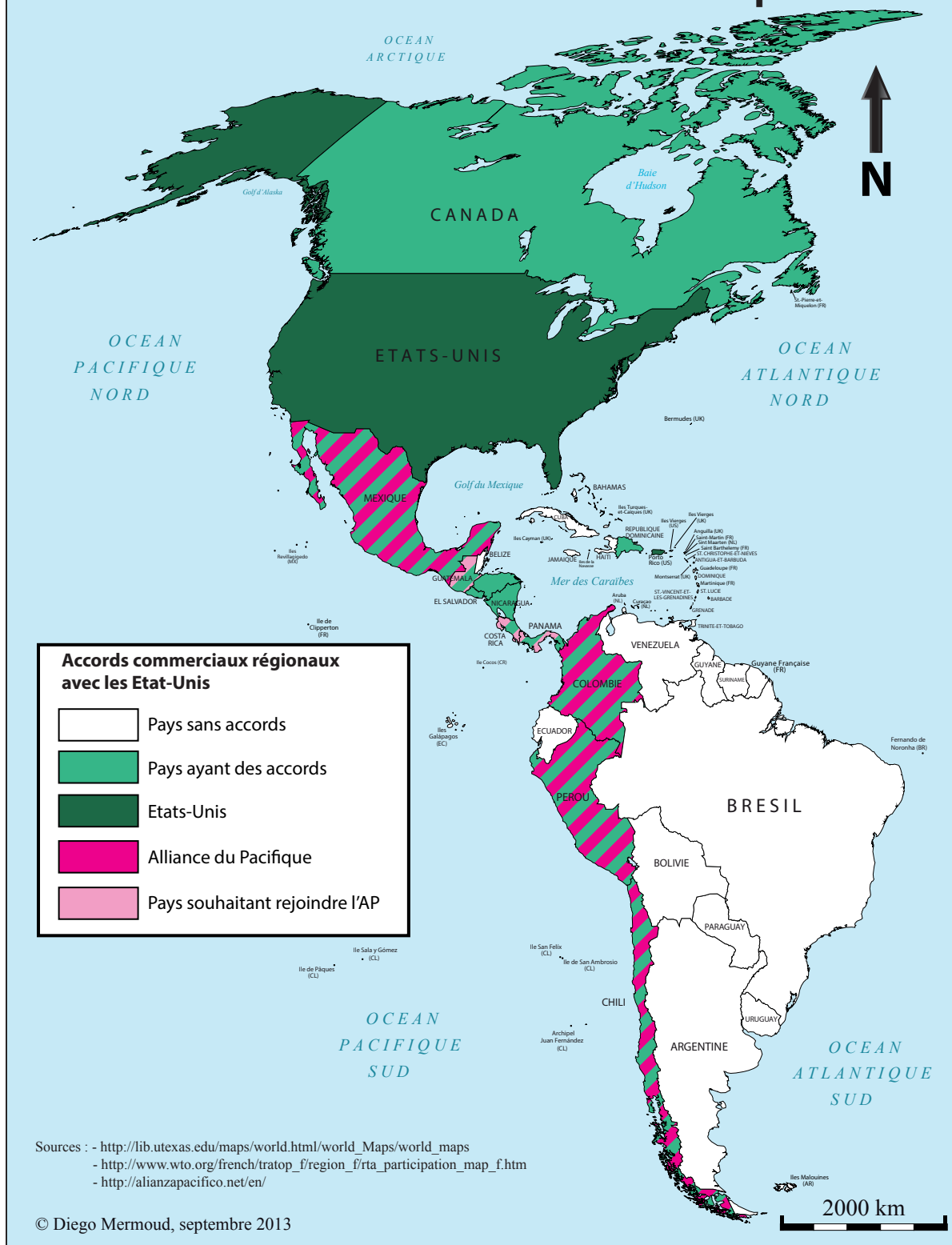
---

<sup>11</sup> *Idem.*

<sup>12</sup> <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/index.aspx?lang=fr>, consulté le 22 septembre 2013.

<sup>13</sup> [http://www.alenaaujourd'hui.org/faq\\_fr.asp#faq-1](http://www.alenaaujourd'hui.org/faq_fr.asp#faq-1), consulté le 22 septembre 2013.

# Pays ayant des accords commerciaux régionaux avec les Etats-Unis et Alliance du Pacifique





### *1.3 Les attaques*

La presse et les travaux de recherche occidentaux sont très orientés sur le sujet, soit avec un enthousiasme démesuré ou d'une critique à la limite de la bonne foi. Trouver un juste milieu, ne se prétendant pas objectif, reste un chemin difficile sur cette thématique. Mais il est à souligner que parmi les critiques, celles qui me paraissent les plus triste, voir odieuses sont celles qui accusent les gouvernements de gauche d'offrir des aides et des améliorations aux classes les plus défavorisées, ignorées pendant des décennies, à de seules fins électoralistes. Cette accusation est terrible, du fait que celle-ci tente de briser une dynamique d'aide aux plus pauvres de notre planète.

Dans cette tentative de construction d'un monde meilleur, les objectifs sont multiples, et celui d'éradiquer la misère en fait partie. Ici s'affrontent deux pensées, et sont posées, de profondes questions quant à notre appréhension du monde au niveau sociétal mais également personnel. En effet, considérons-nous dans l'analyse géopolitique que tout objectif est obligatoirement intéressé ou existe-il des objectifs désintéressés ?

Et ce, tant à un niveau personnel que dans l'analyse d'acteurs tels que des Etats-nations. Car en ce qui me concerne, cette question, qui tient de la philosophie, a une importance cruciale dans l'appréhension du sujet. Et de toute évidence, cela a une influence sur mon analyse dans le cadre de ce travail. J'ai la conviction que les actes désintéressés existent, même s'ils s'avèrent toujours bénéfiques.

## *2. Histoire de l'ALBA*

L'ALBA est une alliance, qui repose sur des bases philosophiques communes ainsi que sur un modèle d'organisation de l'Etat. Ce modèle est d'inspiration "castriste" et "chaviste".

Il consiste à coopter l'armée dans le système institutionnel de l'Etat, en leur offrant certaines prérogatives, certaines tâches et responsabilités.

Il faut également relever la concentration, voir l'individualisation du pouvoir, dans les pays qui composent l'ALBA. Nous pouvons assimiler cette vision à un pouvoir du despote éclairé, dans un continent marqué par le "caudillisme"<sup>14</sup>.

Ces différentes dynamiques ne correspondant pas aux standards occidentaux, sont soumises à une forte critique. De plus, ces chefs d'Etats ont tendance à aller contre les intérêts occidentaux ainsi que ceux de l'élite économique locale historiquement alliée à l'élite occidentale.

En effet, historiquement les élites latino-américaines sont des européens qui ont fait fortune, généralement à travers l'acquisition de grands territoires. Ces grands propriétaires terriens ont toujours été tournés vers leurs pays d'origine et de manière plus générale vers l'Europe et les Etats-Unis. Ils ont établis des relations fortes et pérennes avec les élites occidentales, tant économiques que personnelles, culturelles, et s'accordent le modèle de pensée, de représentations et de conception du monde. Ils ont toutefois toujours été perçus comme inférieurs par les élites occidentales malgré qu'une alliance économique avec ces élites latino-américaines se soit construite. Cette alliance est basée sur l'enrichissement des deux élites à travers l'extraction et l'importation des matières premières, dans les pays du sud, pour être vendues et transformées dans les pays du nord.

Les élites latino-américaines fournissent des matières premières à bas prix à l'occident, principalement l'Angleterre, la France et les Etats-Unis. Ceci permet l'enrichissement des deux élites et une acceptation des élites latino-américaines par l'élite mondiale, pour ne pas dire occidentale. Les matières premières sont transformées dans les pays du nord afin d'y effectuer la plus value économique, ainsi que le développement économique de ces pays, pour par la suite être exportés vers les pays du sud, ce qui représente un grand marché pour les pays du nord.

---

<sup>14</sup> <http://www.larousse.fr/encyclopedie/litterature/caudillismo/171795>, consulté le 12 septembre 2013.

Cette économie rentière, « on considère ici la notion de rente dans son acception classique, telle que développée notamment par A. Smith, D. Ricardo et K. Marx »<sup>15</sup>, a empêché ces pays de diversifier leur économie et a surtout provoqué une grande pauvreté structurelle. Des pans entiers des sociétés latino-américaines sont livrés à eux-mêmes, la pauvreté endémique; voir la misère la plus complète, touche selon les pays des proportions fortes. Ce modèle économique n'a donc jamais permis à ces pays de se développer.

L'ALBA a pour objectif le développement des pays qui la composent. Un développement selon une conception latino-américaine, selon un modèle tourné à gauche, mais l'objectif est de développer ces pays.

Nous pourrions entrer dans la question philosophique de qu'est-ce le développement<sup>16</sup>, comment doit-il se faire, mais ce n'est pas l'objet de ce travail. Il nous faut néanmoins préciser que l'objectif de l'ALBA est de développer les pays chemin choisi à ses affres, mais il représente une alternative à un chemin utilisé pendant des dizaines d'années et qui n'a toujours pas fait ses preuves pour développer ces pays.

Cette alliance historique entre occident et pays latinos américains a logiquement créé une relation forte de par l'immigration européenne, mais également crée des attentes liées aux représentations occidentales. Cette nouvelle conception du pouvoir dans les pays de l'ALBA où nous pouvons entre-apercevoir le modèle chinois et rompt avec la pensée européenne, même s'il faut le voir avec sensibilité et selon un basculement, comme un réajustement face à la pensée dominante occidentale.

Cette rupture est un traumatisme pour l'occident qui, à force de profiter et d'exploiter le sud du continent américain a conduit à la perte d'une partie de celui-ci. Les fortes critiques, principalement des experts et chercheurs en sciences humaines (économie bien évidemment comprise) se lisent par rapport à cette perte d'influence et la rupture avec la pensée occidentale. Ce changement est difficile à percevoir, mais une partie des chercheurs sur cette région où appartenant à cette région, socialisés selon le modèle occidental sont bien évidemment des voix forte contre ces changements, voir ce changement de paradigme dans les représentations des élites politiques latino américaines. En effet, depuis la victoire des gouvernements de gauche, un grand travail de ceux-ci est de favoriser une nouvelle élite

---

<sup>15</sup> L. Talha, *Le régime rentier et son mode de régulation, Essai de problématique*, Forum de la régulation (2003), pp.1-27.

<sup>16</sup> A. Slim, *Le Développement durable*, idées reçues, Le Cavalier Bleu Editions, 2007, pp. 56-57.

scientifique, politique voir économique qui répondent à ce nouveau paradigme en rupture avec l'occident. La mise en place de ces nouvelles élites s'est faite à travers la nationalisation des grandes firmes, dirigées en partie par des militaires formés dans ce nouveau paradigme ainsi que la signature de grands contrats avec des pays hors du paradigme occidental (Chine, Vietnam, Iran et autres pays latinos se voulant en rupture avec le monde occidental). Ce processus suscite logiquement des oppositions qui peuvent, comme susmentionné, être de mauvaise foi. Dans cette construction de critiques tout azimut il faut en réalité voir l'affrontement d'une région qui souhaite quitter un modèle afin de créer le sien.

Occident : Démocratie, Droits de l'Homme selon une conception européenne, libéralisme, voir néo-libéralisme.

Chine : Régime de dictateur éclairé, non respect des droits de l'homme (vu comme un danger pour la survie de l'Etat), capitalisme régulé un faveur de l'intérêt national.

ALBA : Démocratie concentrant le pouvoir au main d'une personnalité éclairée, droits de l'homme selon une conception traditionnel de la région qui est dans un conflit latent avec l'intérêt national présenté par la personne au pouvoir, capitalisme revisité, progressiste et surtout ultra régulé car appréhendé comme un danger, ceci du aux traumatisme et de l'incidence de celui-ci sur les peuples latino-américain.

Les pays de l'ALBA se cherchent un nouveau système ayant une base occidentale historique, se rapprochant du modèle chinois pour briser la pénétration et l'influence occidentale. Il souhaitent au maximum également intégrer les valeurs historiques et traditionnelles régionales, tel que principalement le droit à la santé gratuite et à l'éducation gratuite. De plus les traumatismes d'ingérences passées sont omniprésents et la recherche d'une nouvelle indépendance est un ciment qui unit ces gouvernements face aux Etats-Unis. Nous pouvons à ce sujet percevoir une paranoïa voir l'utilisation d'une ambiance « complotiste » à des fins de renforcement de pouvoir car cette corde est facile à faire vibrer chez les peuples traumatisés par les périodes de hard power étasunien.

La recherche et la mise en place de ce nouveau modèle passent par un ajustement des modèles dans les pays qui composent cette alliance. Dans des pays comme le Venezuela et la Bolivie nous pouvons observer à la fois une concentration des pouvoirs, une reprise en main de certains secteurs par l'État à travers des nationalisations et une intégration du secteur militaire. Mais si nous prenons l'exemple de Cuba qui historiquement a un système où ces éléments sont poussés à l'extrême, nous assistons à une ouverture de l'économie vers un capitalisme fortement régulé et où les secteurs stratégiques restent aux mains de l'État. De plus, dans ce processus de normalisation des systèmes politiques, économiques et sociaux une mise en place de liens forts, voire une interpénétration des États les uns dans les autres, s'effectue afin de renforcer ce processus. Les critiques à ce sujet sont fortes, certains parlent de néo-colonialisme prenant l'exemple de Cuba au Venezuela à travers les dizaines de milliers de cubains présents sur le territoire vénézuélien à travers une multiplicité de postes, principalement dans le domaine de la médecine et de l'éducation, mais également dans les structures étatiques et d'intelligence. Le Venezuela a pour sa part pénétré toutes les économies des pays appartenant à l'ALBA, mais également dans plusieurs pays de la région afin d'étendre son influence et pousser ces pays à rejoindre ce processus d'intégration régionale. De fortes critiques à ce sujet proviennent des mêmes cercles pro-occidentaux à ce sujet, mettant en exergue l'ingérence, voire la manipulation que permettent ces pénétrations. Il est vrai qu'il est légitime de se questionner à ce sujet, car cette problématique est réelle. Mais ce renforcement des liens internationaux correspond à une volonté de rendre le processus d'intégration irréversible de la manière la plus rapide possible. En effet, l'Union Européenne a d'une certaine manière mis en place des processus d'interdépendance fermes à travers le temps qui restent incomparables à celles de pénétration et d'ingérence de l'ALBA. Ceci du fait que le processus européen s'est construit dans un temps long. Le processus de l'ALBA est au contraire soumis à une pression temporelle forte, car ce processus a un pendant politique très fort. Par conséquent un basculement à droite de l'échiquier politique d'un pays, le Venezuela en tête, pourrait mettre fin à ce processus et à l'alliance dans son ensemble. La convergence des volontés politiques à la tête des différents pays ayant rejoint l'ALBA correspond à un « moment », à une opportunité réduite dans le temps. Cette « fenêtre » qui est vouée à se refermer doit donc être exploitée au maximum et ceci oblige le processus à prendre des chemins plus directs, plus rapides afin de pouvoir rendre ce processus solide et définitif. En effet, l'objectif actuel est d'accélérer le plus possible pour, dans un deuxième temps, lorsque les gouvernements des pays alliés ne seront plus autant

favorables, rendre difficile ou impossible un retour en arrière, voire une rupture avec l'ALBA. Ce processus d'intégration rapide, de pénétration et d'interdépendance répond à cette problématique temporelle, mais pas seulement. Car en outre d'être un cheminement rapide, ce processus permet la mise en œuvre d'un nouveau système d'échange inter-étatiques basé sur des valeurs, des besoins qui poursuivent l'objectif d'une amélioration du niveau de vie dans les différents pays appartenant à l'ALBA. Cet objectif répond à des critères historiques latino-américains ayant une relation forte avec les penseurs du XIX<sup>ème</sup> siècle de cette région, J. Martí, S. Bolivar, J.-A. San Martin pour ne citer qu'eux.

### *2.1 Une Alternative à la ZLEA*

Les États-Unis, le Canada et le Mexique ont signé le 1<sup>er</sup> janvier 1994 l'Accord de Libre-échange Nord-Américain (ALENA). Cet accord a progressivement renforcé les relations entre les trois pays membres. En ce qui concerne le Canada, 72,3% de ses exportations, soit 338.7 milliards de dollars, vont vers les États-Unis et seulement 1,2% de celles-ci se dirigent vers le Mexique. Les importations du Canada viennent pour 50,6% des États-Unis et pour 5,5% soit 25,5 milliards du Mexique. Cet accord a permis un rapprochement économique dans les pays limitrophes des États-Unis. La réussite de cet accord est soumise à discussion, cela a en effet permis une augmentation des échanges entre les pays, mais le secteur agricole mexicain n'a pas réussi à résister à l'arrivée des produits étasuniens<sup>17</sup>. Ce projet est selon l'ALENA une réussite, les échanges entre les trois pays ayant plus que triplé pour se monter à 946,1 milliards de dollars en 2008<sup>18</sup>. Mais cette augmentation économique des échanges n'a pas bénéficié à tous les pays ainsi qu'à tous les secteurs de la même façon. Nous pouvons donc dire de manière générale qu'il est un succès, pour les États-Unis en particulier.

Après ce premier pas vers les pays limitrophes, les États-Unis, sous l'impulsion de Georges W. Bush, ont souhaité mettre en place une zone de libre échange sur l'ensemble du continent américain sans Cuba. Cette vision presque exclusivement tournée vers l'économie a comme objectif de renforcer les États-Unis sur le continent, d'offrir de nouveaux marchés,

---

<sup>17</sup> <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/03/VIGNA/15719>, consulté le 13 septembre 2013.

<sup>18</sup> [http://www.alenaaujourd'hui.org/myths/default\\_fr.asp](http://www.alenaaujourd'hui.org/myths/default_fr.asp), consulté le 13 septembre 2013.

d'imposer le système économique et la pensée libérale ou néo-libérale de la première puissance mondiale à l'ensemble du continent américain. Les négociations pour ce traité ont commencé en décembre 1994, lors du premier sommet des Amériques<sup>19</sup>, mais n'ont jamais abouties. Le site officiel de la ZLEA nous indique que « La prochaine réunion des ministres du commerce aura lieu au Brésil en 2004 »<sup>20</sup>. La dernière mention officielle concernant la mise en place de cet accord date du sommet des Amériques à Mar del Plata au mois de novembre 2005<sup>21</sup>, sommet qui a signé l'arrêt de mort de ce processus d'intégration continental. Ce projet n'a donc pas été mené à bien, principalement bloqué par le Brésil et l'Argentine, deux pays tiraillés entre deux centres d'intérêts divergents : le secteur agro-exportateur voit les États-Unis comme une débouchée pour ses produits alors que le secteur industriel considère cet accord comme une forte menace, les produits étasuniens étant beaucoup plus compétitifs.

## *2.2 L'accord entre Fidel Castro et Hugo Chavez*

Cette tentative d'accord de libre-échange n'a pas vu le jour, mais elle a généré le processus d'intégration régionale ALBA. C'est en effet pour faire face à la ZLEA que Hugo Chavez en avril 2001, lors du sommet des Amériques à Québec, s'oppose à la création de la ZLEA<sup>22</sup>. Le président vénézuélien propose en décembre de la même année, lors du sommet de la communauté de Caraïbe, la création de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Cette proposition est une Alternative à la ZLEA, elle souhaite « unir les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en un seul bloc économique, politique et social. Une réelle intégration latino-américaine et caraïbe, basée sur la justice, la solidarité, l'égalité, la coopération, la complémentarité, la volonté commune d'aller de l'avant, le développement équitable et le respect de la souveraineté et du droit à l'auto-détermination des peuples. Ceci avec emphase sur le développement humain et social, en plus du politique et de

---

<sup>19</sup> <http://www.summit-americas.org/French&Portuguese/Miamidec-fr.htm>, consulté le 13 septembre 2013.

<sup>20</sup> [http://www.ftaa-alca.org/View\\_f.asp](http://www.ftaa-alca.org/View_f.asp), consulté le 13 septembre 2013.

<sup>21</sup> [http://www.summit-americas.org/Documents%20for%20Argentina%20Summit%202005/IV%20Summit/Declaracion/Declaracion\\_FRA%20IV%20Cumbre-rev1.pdf](http://www.summit-americas.org/Documents%20for%20Argentina%20Summit%202005/IV%20Summit/Declaracion/Declaracion_FRA%20IV%20Cumbre-rev1.pdf), consulté le 13 septembre 2013.

<sup>22</sup> <http://www.alba-tcp.org/contenido/historia-del-alba-tcp>, consulté le 13 septembre 2013.

l'économique »<sup>23</sup>. Idéologiquement cette alternative se base sur la pensée des héros latino-américains que sont Simón Bolívar, José Martí, Antonio José de Sucre, Bernardo O'Higgins, José de San Martín, Augusto César Sandino. Ces penseurs sont généralement issus des différentes guerres d'indépendance : ils regardent avec méfiance les puissances de l'époque, particulièrement les européennes, mais aussi à l'égard du grand voisin étasunien. De plus, plusieurs de ces penseurs, souvent militaires généraux, ont l'espoir de créer un grand pays incluant toute l'Amérique latine. L'ALBA s'inscrit donc fortement dans ce rêve jamais réalisé d'unir l'Amérique latine, cette union perçue comme l'unique espoir de devenir une région prospère. La plupart des grands libérateurs d'Amérique latine ont véhiculé ce rêve, celui-ci est très présent dans l'imaginaire collectif latino, nous pouvons le résumer par « nous les latinos nous devons nous unir pour faire face aux gringos<sup>24</sup> ». Le projet de l'ALBA s'inscrit et utilise fortement l'histoire de la région, il s'appuie sur des croyances, des représentations fortes, celles-ci sont qu'une union forte est nécessaire pour voir la région prospérer.

La mise en place de l'ALBA se fait premièrement entre le Venezuela et Cuba, particulièrement entre Fidel Castro et Hugo Chavez. Le leader maximo cubain est soit vu comme un dictateur soit comme un héros dans le monde entier, la vision de héros étant renforcée par sa lutte héroïque face aux États-Unis, tel David contre Goliath, dans toute l'Amérique latine. En effet, après les années de « Hard Power » étasunien, il apparaît comme celui qui a su protéger son peuple face au puissant voisin, image renforcée par la proximité de Cuba avec les États-Unis. Fidel Castro a donc une forte légitimité ainsi qu'une influence forte sur la gauche latino-américaine. Cette influence n'est pas directe, mais elle est véhiculée par l'imaginaire de la révolution, l'utilisation de l'image de Che Guevara, mais surtout par la force de caractère de l'homme et sa résistance au temps. La conception de l'ALBA s'est donc faite entre Fidel Castro et Hugo Chavez à travers de longues discussions durant lesquelles deux générations de dirigeants ont accordé leurs vues dans l'optique de déboucher sur un projet très bien construit au niveau idéologique voire philosophique. Nous pouvons y ressentir l'idéalisme de la révolution cubaine, cette volonté de poursuivre le rêve de Che Guevara d'une Amérique latine unie face aux États-Unis. Cette alternative voit le

---

<sup>23</sup> [http://www.pdvsa.com/index.php?tpl=interface.sp/design/salaprensa/readesp.tpl.html&newsid\\_obj\\_id=214&newsid\\_temas=58](http://www.pdvsa.com/index.php?tpl=interface.sp/design/salaprensa/readesp.tpl.html&newsid_obj_id=214&newsid_temas=58), consulté le 13 septembre 2013.

<sup>24</sup> Gringo est une contraction de « Green go Home ! », en référence aux habits verts des soldats étasuniens lors de leur présence au Mexique



jour 14 décembre 2004 à la Havane, lors de la signature des protocoles et de sa fondation formelle sous le nom de Alternative Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique<sup>25</sup>. Cette signature se place dans un contexte où l'île de Cuba se trouve dans une situation économique difficile, quinze ans après la chute du mur de Berlin et où le Venezuela en tant que première puissance pétrolière cherche à étendre son influence. Nous pouvons également y voir une certaine passation de pouvoir, ou de flambeau entre deux générations d'anti-impérialistes. Il s'agit d'une certaine façon aussi pour Fidel Castro de transmettre sa vision, de laisser sa trace sur le continent, deux ans avant de quitter le pouvoir.

Dès 2005 les deux pays signent un accord qui stipule que Cuba envoie au Venezuela 30'000 médecins professionnels, met en place 600 cliniques de santé, 600 centres de thérapie physique et de réhabilitation, 35 centres de diagnostics ophtalmiques ainsi que 100'000 opération de la vue. Pour mener ce projet à bien Cuba s'engage à former 40'000 médecins, 5'000 employés du domaine la santé, au Venezuela, ainsi que 10'000 bourses d'études de médecine à Cuba aux étudiants vénézuéliens. En contre partie, le Venezuela fourni à l'île 53'000 barils de pétrole par jour<sup>26</sup>. Cet accord signé pour cinq ans<sup>27</sup> s'est révélé défavorable pour le Venezuela, car le prix du baril de pétrole a augmenté à travers le temps, ceci généra certains mécontentements au sein de la population vénézuélienne. Cet accord a produit plusieurs « missions » parmi lesquels :

- . Mission Robinson I, qui a permis au Venezuela de se déclarer deuxième territoire du continent libre d'analphabétisme après Cuba.
- . Mission Robinson II, qui a pour objectif d'offrir à un million deux-cent deux milles vénézuélien le niveau scolaire obligatoire.
- . Mission Ribas, qui offre 10'000 bourses d'études pour étudier la médecine à Cuba, comme susmentionné.

---

<sup>25</sup> Déclaration conjointe entre le président de la République Bolivarienne du Venezuela et le président du Conseil d'Etat de la République de Cuba pour la création de l'ALBA.

<http://www.alianzabolivariana.org/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=2060>

<sup>26</sup> J. Feinsilver, *Médicos por petróleo, La diplomacia médica cubana recibe una pequeña ayuda de sus amigos*, Nueva Sociedad, No. 216 (juillet-août 2008), pp. 107-120.

<sup>27</sup> J. Polanco, *Salud y hegemonia regional : Las relaciones Cuba-Venezuela, 1999-2006*.

[http://www.ovsalud.org/doc/Salud\\_y\\_Hegemonia\\_Regional\\_Las\\_relaciones\\_CubaVenezuela\\_1999-2006.pdf](http://www.ovsalud.org/doc/Salud_y_Hegemonia_Regional_Las_relaciones_CubaVenezuela_1999-2006.pdf)

- . Mission Vuelvan Caras, qui offre une formation spécialisée aux ouvriers.
- . Mission Milagro, qui a permis à 176'000 vénézuéliens de se faire opérer de la vue à Cuba<sup>28</sup>.
- . De plus, les deux pays travail sur un projet continental d'élimination de l'analphabétisme en Amérique latine.

Il est à relever la terminologie « mission » utilisée pour chaque projet, car celle-ci renvoi à un plan à effectuer, ceci selon des objectifs. Le terme « mission » a une forte connotation militaire, mais également religieuse. Ces différentes missions sont fortement véhiculées par les médias officiels vénézuéliens, poussant la population à se battre de façon quasi mystique face à un mal séculaire. Cette dynamique de communication agressive peut être comparée à celle des religieux du temps colonial avec les indigènes de la région<sup>29</sup>. De plus, il nous faut relever l'extrême difficulté à obtenir des chiffres clairs, il n'y a en effet que peu de rapports sur les résultats de ces missions. Nous assistons uniquement de manière ponctuelle à des résultats dans les médias officiels. Ils ne sont pas le fait d'instituts indépendants, basé sur des travaux de recherche scientifique appuyés méthodologiquement. Il s'agit que de chiffres lancés, toujours présentés comme étant de magnifiques réussites, mais manquants de légitimité<sup>30</sup>. Il est donc difficile de savoir si oui et dans quelle mesure ces différents programmes furent des succès ou des échecs. Selon R. Jones<sup>31</sup> la plupart de ces objectifs n'ont pas été atteints et ce dans de large proportions, Néanmoins la communication à ce sujet fût suffisamment bonne pour pousser plusieurs autres pays à rejoindre l'alliance.

---

<sup>28</sup> <http://www.misionmilagro.gob.ve/Mision/Antecedentes.htm>

<sup>29</sup> J. Polanco, *Salud y hegemonia regional : Las relaciones Cuba-Venezuela, 1999-2006*.

[http://www.ovsalud.org/doc/Salud\\_y\\_Hegemonia\\_Regional\\_Las\\_relaciones\\_CubaVenezuela\\_1999-2006.pdf](http://www.ovsalud.org/doc/Salud_y_Hegemonia_Regional_Las_relaciones_CubaVenezuela_1999-2006.pdf)

<sup>30</sup> J. Castanier, M. Commet, N. Lazerg, A. Marin, *La communication institutionnelle de l'ALBA. Des principes affichés à la réalité de l'action*, OPALC Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes. <http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/La%20communication%20institutionnelle%20de%20l'ALBA.pdf>, consulté le 14 septembre 2013.

<sup>31</sup> R. Jones, *Hugo Chavez's Health-care programme misses its goals*, The Lancet, Vol. 371 (juin 2008). <http://download.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140673608608533.pdf>

### *2.3 L'arrivée de nouveaux pays*

Le 19 décembre 2005, pour la première fois de son histoire la Bolivie voit accéder à la présidence un indien, Evo Morales. Le nouveau président en exercice, porté par le « Mouvement vers le socialisme (MAS) », est entré en politique en tant que syndicaliste des cultivateurs de coca. Il ne cache pas ses affinités avec le président Chavez et son hostilité aux États-Unis, particulièrement en ce qui concerne la politique du pays de l'Oncle Sam face à la culture de coca. Seulement cinq mois plus tard, la Bolivie rejoint les deux pays fondateurs au sein de l'ALBA. L'entrée de la Bolivie se fait selon un apport de ce pays, la signature d'un « Traité de Commerce pour les Peuples (TCP) ». Ce traité, signé au mois d'avril 2006 en même temps que l'entrée de la Bolivie dans l'ALBA, se veut comme une alternative aux traités de libre-échange (TLE) promus par les États-Unis et les penseurs néolibéraux. En effet, le TCP dont les initiales seront ajoutée à l'ALBA, a pour objectif de renforcer l'État dans les échanges internationaux<sup>32</sup>. Car le libre-échangisme tel que promus par les États-Unis, ayant pas ou peu de systèmes de régulations étatiques est de manière générale défavorable aux pays pauvres qui n'ont pas les structures pour être compétitifs sur le marché international. Si un tel processus se met en place, le scénario maintes fois vérifié est que dans ces pays où large part de la population travaillant dans le secteur agricole, les petits producteurs agricoles n'auront pas les moyens d'être compétitifs sur le marché mondial. Ils font donc faillite, se font racheter leurs terres à un prix dérisoire par un grand propriétaire terrien qui lui aux vues de la taille gigantesque de ses terres a la possibilité de devenir compétitif. Les petits paysans ayant vendus leurs terres vont grossir les rangs des bidonvilles des capitales nationales ou provinciales. Ce processus a donc l'inconvénient de concentrer les richesses aux mains d'un nombre restreint de grands propriétaires terriens et de générer une pauvreté structurelle dans les pays. Car les paysans arrivant en villes n'ont aucune formation leur permettant de travailler, sont dans de grandes proportions analphabètes. En conséquence, leur descendance se socialise dans des quartiers très pauvres où la drogue, la délinquance et l'insécurité font rage. Les traités de libre-échanges ne sont en effet jamais « complets », dans le sens où ils ne concernent jamais l'ensemble des produits. , Les puissances mondiales, grâce à leurs subventions à l'agriculture faussent de plus le marché. Ces traités sont donc dans tant dans leurs conceptions que dans leurs mises en œuvre défavorables aux pays plus faibles. Ils ne résultent en réalité pas d'une philosophie

---

<sup>32</sup> P. Salón, TLC (Tratado de Libre Comercio) vs. TCP, <http://www.aporrea.org/tecnologia/n77161.html>, consulté le 14 septembre 2013.

mise en place, comme pourrait être le libre-échange pour tous, mais concerne uniquement des points favorables aux puissances dominantes. Dans ces conditions il évident que les pays du sud doivent trouver des alternatives à ce système faussé afin d'avoir un système d'échanges internationaux favorable à leurs intérêts.

C'est donc pour lutter contre se processus d'appauvrissement des pays pauvres du sud qui adoptent un traité de libre-échange avec les États-Unis, que le traité de commerce pour les peuples est pensé et ratifié par les pays de l'ALBA. Ce traité place l'État au centre des échanges inter-étatiques. En effet, le renforcement de l'État- régulateur permet de limiter la naissances de grandes entreprises trop fortes pour les petits et moyens producteurs, et ceci dans la majorité des secteurs. Il y a néanmoins une nécessité, en ce qui concerne les grands travaux tels les extractions de pétrole et minière, de grandes entreprises pouvant s'atteler à ces tâches. Afin de limiter leurs pouvoirs, les États de l'ALBA les ont pour la plupart nationalisées. Ce processus de nationalisation a bien évidemment provoqué une levée de boucliers au sein de la communauté internationale<sup>33</sup>. Ce processus de nationalisation se veut comme une reprise en mains d'entreprises exploitants les ressources de ses pays sans pour autant participer fortement à la création de richesse nationale. De plus, les entreprises généralement européennes ou étasuniennes ont quelques fois des accords, au niveau fiscal, défavorables aux nations où les matières premières sont exploitées. Dans ces conditions, ces nationalisations permettent de récupérer des richesses qui sont gagnées par les entreprises occidentales, de rompre les flux qui amènent des richesses vers l'occident. Mais ces nationalisations ont également des effets négatifs, car d'une part font peur aux investisseurs étrangers qui ne veulent pas investir dans un pays où l'État peut potentiellement récupérer tout leur travail et leur investissement. Mais dans ce cas précis en Amérique latine, il ne semblerait pas que cela influence probante sur les investissements étrangers<sup>34</sup>. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) le sous continent sud-américains reste en effet très attractif pour les Investissements Etrangers Directs (IED)<sup>35</sup>. Mais d'autre part, et cette problématique étant souvent sous-estimée et difficile à analyser, la productivité des entreprises nationalisées est dans de grandes proportions fortement en baisse. Cette problématique structurelle des entreprises sous contrôle étatique est une

---

<sup>33</sup> <http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2012/05/les-nationalisations-nement-pas-lattractivite-de-lamerique-latine.html>, consulté le 15 septembre 2013.

<sup>34</sup> *Idem.*

<sup>35</sup> *Idem.*

difficulté à laquelle doivent faire face les États mettant en œuvre ces programmes de nationalisation. Ceci est à nuancer du fait que dans un monde libéral, les actionnaires perdent le contact avec l'entreprise pour ne défendre que la rentabilité à cours terme ce qui n'est également pas favorable aux entreprises<sup>36</sup>.

L'entrée de la Bolivie et la modification de l'ALBA en ALBA-TCP a ouvert la porte à l'arrivée de plusieurs pays, le Nicaragua en janvier 2007, La Dominique en janvier 2008, l'Honduras en août 2008, l'Équateur, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua-et-Barbuda en juin 2009 et enfin Santa Lucia en juillet 2013<sup>37</sup>. Parmi ces pays il nous faut distinguer les îles des Caraïbes, pays à part entière, mais n'ayant pas un poids économique fort. Le tableau suivant indique la population ainsi que le Produit Intérieur Brut pour chaque pays<sup>38</sup>.

	Population	PIB	RNB/Habitant
Venezuela	29,95 millions	382,4 milliards de \$	12'470 \$
Cuba	11,27 millions	60,81 milliards de \$	5'440 \$
Bolivie	10,50 millions	10,50 milliards de \$	2'220 \$
Nicaragua	5,992 millions	10,51 milliards de \$	1'650 \$
Dominique	71'680	479,6 millions de \$	6'460 \$
Honduras	7,936 millions	7,936 milliards de \$	2'070 \$
Equateur	15,49 millions	84,53 milliards de \$	5'190 \$
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	109'400	712,6 millions de \$	6'380 \$
Antigua et Barbuda	89'070	1,176 milliards de \$	12'640 \$
Santa Lucia	180'900	1,186 milliards de \$	6'530 \$
TOTAL sans le Honduras	73'653'050	552,3 milliards de \$	

<sup>36</sup> [http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2013/01/14/le-choix-de-la-nationalisation\\_1816648\\_3234.html](http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2013/01/14/le-choix-de-la-nationalisation_1816648_3234.html), consulté le 15 septembre 2013.

<sup>37</sup> <http://www.alba-tcp.org/contenido/historia-del-alba-tcp>, consulté le 14 septembre 2013.

<sup>38</sup> <http://donnees.banquemondiale.org/pays>, consulté le 14 septembre 2013.

L'ALBA a vu donc arrivée depuis 2006 plusieurs nouveaux pays, la moitié des pays appartenant au processus d'intégration régionale étant en réalité des îles ayant une population faible ainsi qu'un produit intérieur brut correspondant. Ces nouveaux pays offrent à l'ALBA une certaine consistance du fait qu'elle peut se prévaloir d'inclure huit pays, mais en réalité seuls quatre grands pays, en terme de population et de PIB, en font partie. La participation de ces îles permet un renforcement symbolique et offre un certain crédit politique, mais est sur le terrain économique d'un poids négligeable. Le choix de ces îles de rejoindre l'ALBA a pour motivation principale les bénéfices que celles-ci peuvent tirer du commerce inter-ALBA d'un part, celui-ci ayant comme bases la non-réciprocité et surtout la flexibilité. De plus, l'ALBA offre, à l'aide de son fond pour la sécurité alimentaire doté de 100 millions de dollars, la sécurité alimentaire aux pays membres<sup>39</sup>.

Il ne faut également pas négliger l'influence de Petro Caribe, accord entre la majorité des pays de la CARICOM et le Venezuela qui garantit aux pays membres un prix préférentiel ainsi que des facilités de paiement pour leur approvisionnement en pétrole en provenance du Venezuela<sup>40</sup>. L'entrée de ces îles au sein de l'ALBA s'est faite donc en partie à travers la pétro-diplomatie du Venezuela<sup>41</sup> s'effectuant à travers l'alliance Petro Caribe qui a volonté à se transformer en zone économique<sup>42</sup>. Le Venezuela souhaite donc à l'aide de ses gigantesque ressources pétrolières influencer la région de la mer de Caraïbes dans l'optique de les intégrer dans son giron et donc au sein de l'ALBA. Nous pouvons à ce sujet observer la « puissance » économique du Venezuela par rapport à ses voisins, son PIB représentant plus des deux tiers du PIB total de l'ALBA.

---

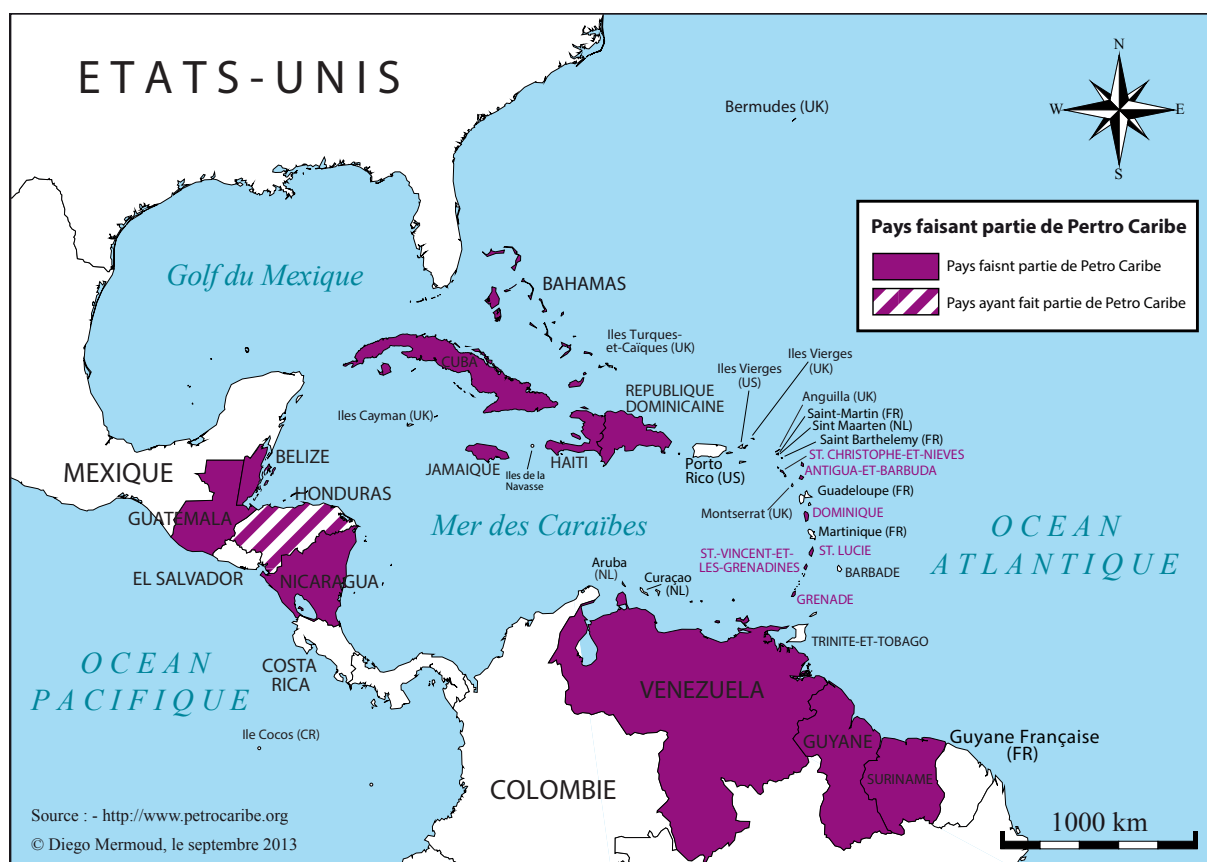
<sup>39</sup> [http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=11&ved=0CC4QFjAAOAo&url=http%3A%2F%2Fwww.normangirvan.info%2Fwp-content%2Fuploads%2F2009%2F02%2Falba-petrocaribe-y-caricom-girvan1esp.doc&ei=0bs5UvyQGcKb0wW1zYBg&usg=AFQjCNGQPUIgpiwgsuZsGwV6cLD\\_QBkrFQ&sig2=BLmgZBNGaEYodV8RJWObow&bvm=bv.52288139,d.d2k](http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=11&ved=0CC4QFjAAOAo&url=http%3A%2F%2Fwww.normangirvan.info%2Fwp-content%2Fuploads%2F2009%2F02%2Falba-petrocaribe-y-caricom-girvan1esp.doc&ei=0bs5UvyQGcKb0wW1zYBg&usg=AFQjCNGQPUIgpiwgsuZsGwV6cLD_QBkrFQ&sig2=BLmgZBNGaEYodV8RJWObow&bvm=bv.52288139,d.d2k), consulté le 14 septembre 2013.

<sup>40</sup> *Idem.*

<sup>41</sup> <http://www.radiotelevisioncaraibes.com/nouvelles/internationale/petro-caribe-veut-se-transformer-en-zone-economique.html>, consulté le 14 septembre 2013.

<sup>42</sup> *Idem.*

## Carte des pays faisant partie de Petro Caribe



### 2.4 La sortie du Honduras

Le Honduras intègre l'ALBA le 25 août 2008, devenant le sixième pays à rejoindre le processus d'intégration régional. Le président de ce pays pauvre d'Amérique latine, Manuel Zelaya s'est fait élire à la tête du pays le 7 décembre 2005 face à son adversaire Porfirio Lobo. Cette victoire du leader du parti libéral ne laissait pas présager un futur rapprochement avec l'ALBA. Mais le président se tourne petit-à-petit vers l'Alliance Bolivarienne, pour finalement l'intégrer pleinement en 2008. Il existe des suspicions de corruption à travers une donation de 100 millions de dollars qu'aurait fait Hugo Chavez au président hondurien<sup>43</sup> pour qu'il se rapproche de l'ALBA. Nous pouvons également percevoir dans ce rapprochement un désir de s'éloigner de l'influence étasunienne<sup>44</sup>, d'autres racontant que le président

<sup>43</sup> [http://www.laopinion.com/zelaya\\_escandalo\\_corrupcion\\_donacion\\_hugo\\_chavez](http://www.laopinion.com/zelaya_escandalo_corrupcion_donacion_hugo_chavez), consulté le 14 septembre 2013.

<sup>44</sup> <http://cadtm.org/Honduras-Pourquoi-le-coup-d-Etat>, consulté le 14 septembre 2013.

hondurien était en réalité aux ordres de Washington pour influencer l'ALBA de l'intérieur<sup>45</sup>. Il est extrêmement difficile de « lire » ce coup d'état, mais quoi qu'il en soit le Honduras a quitté l'ALBA au mois de décembre 2009. Ce coup d'état difficile à comprendre, a finalement montré les faiblesses de l'ALBA, qui devient en juin 2009 officiellement l'ALBA-TCP, face aux changements politiques internes des pays qui la compose.

---

<sup>45</sup> <http://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/93756>, consulté le 14 septembre 2013.



### *3. Les Objectifs de l'ALBA*

ALBA veut dire aube en castillan, nous pouvons y voir l'intention de créer un monde nouveau. L'ALBA est l'aube d'un nouveau socialisme, en rupture avec son histoire, qui doit se réinventer pour être synchrone avec son temps, le XXIème siècle. L'ALBA s'est voulue novatrice, alors qu'au moment de sa création il n'y avait pas de crise économique mondiale, pas de réelles raisons de remettre en question un système qui fonctionnait, ce surtout du point de vue européen. Par contre pour celui latino-américain, le néolibéralisme a montré ses limites après la faillite de l'État argentin en 2001 et plus généralement dans la plupart des pays latinos du continent. Il existe donc la nécessité dans cette région du globe de trouver une alternative au modèle occidental prédominant depuis de nombreuses années. L'ALBA s'inscrit donc dans ce processus de réinvention d'un système pouvant améliorer notre manière de vivre, particulièrement face aux problématiques régionales que sont la pauvreté, le manque d'accès aux soins et le manque éducatif. Cette nouvelle manière d'appréhender le système sociétal dans son ensemble contient ses propres problématiques, ses contradictions et effets pervers. Mais elle a le mérite de vouloir changer le monde pour que celui-ci devienne meilleur pour la majorité de ses concitoyens. Ce projet intervient à presque tous les niveaux, économique, politique, énergétique, relations inter-étatiques, socialisation à travers l'école, médiatique et donc dans la construction et la structure sociétale. Il est donc vaste, de se voulant de plus régionalisant, modifiant l'ensemble du continent vers de nouvelles valeurs, vers une nouvelle société. Il existe aujourd'hui beaucoup de critiques face à ce projet, certaines étant justifiées, d'autres sans réels fondements. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, en période de crise planétaire, cette construction reçoit un intérêt croissant, particulièrement du fait que ce processus a su faire une rupture avec la pensée dominante mondiale. L'ALBA doit néanmoins se construire dans un monde réel, avec ses règles et ses réalités. Il faut donc voir dans ce processus d'intégration régionale un double processus : premièrement la recherche d'un nouveau système plus adapté à la région et à l'être humain, deuxièmement la faisabilité, cela veut dire la recherche d'un processus capable de mener à bien ses objectifs. Il y a donc un pan idéologique et un autre pratique où le pragmatisme est de mise.

### 3.1 Le socialisme du XXIème siècle

Au niveau idéologique, nous pouvons distinguer quatre fondements<sup>46</sup>, basés sur la déclaration commune du 14 décembre 2004, date de la création de l'ALBA.

« 1. Le commerce et l'investissement ne doivent pas être des fins en soi, mais des instruments pour arriver à un développement juste et durable, la réelle intégration latino-américaine et caribéenne *ne peut pas être la fille aveugle du marché*, et nullement un simple stratégie pour agrandir les marchés externes en stimulant le commerce. Pour y arriver, il est nécessaire d'avoir une participation effective de l'État en tant que régulateur et coordinateur de l'activité économique<sup>47</sup>.

4. Coopération et solidarité qui se présentent à travers les plans spéciaux pour les pays les moins développés de la région, ce qui inclut un plan continental contre l'analphabétisme, utilisant les technologies modernes qui furent testées au Venezuela ; un plan latino-américain de traitement gratuit de la santé pour les citoyens en carences de tels services et un plan de bourses à caractère régional, dans les zones d'intérêts majeurs pour le développement économique et social.

9. Les investissements au capitaux latino-américains dans la propre Amérique latine et les Caraïbes seront favorisés, avec l'objectif de *réduire la dépendance des pays de la région aux investisseurs étrangers*. Pour eux il sera créé, un fond latino-américain d'investissement, une banque de développement du sud, et la société de garanties de réciprocités latino-américaine<sup>48</sup>.

11. Les mesures pour que les normes de propriété intellectuelle, qui en même temps protègent le patrimoine des pays latinos-américains et caribéens face à la *voracité des entreprises transnationales*, ne doivent pas se convertir en un frein à la nécessaire coopération sur tous les terrains entre nos pays »<sup>49</sup>.

---

<sup>46</sup> F. Reis Melo, *ALBA: entre a aposta pela integração e a dependência do contexto político dos país membros*, Boltetim Meridiano 47, Vol. 13, No. 132 (juillet-août 2012), pp. 24-30.

<sup>47</sup> Traduction, Diego Mermoud, le 15 septembre 2013.

<sup>48</sup> *Idem.*

<sup>49</sup> *Idem.*

Ces différents principes de l'ALBA reflètent les principales préoccupations des fondateurs de ce processus d'intégration régionale. Le premier article met en exergue que le commerce ne doit pas être la base de cette intégration, mais place tout de même celui-ci comme étant une priorité sous réserve de la régulation de l'État, placé au cœur de ce processus. Le quatrième article met en avant d'une part un plan, un objectif fondateur, la lutte contre l'analphabétisme et un service gratuit de santé, et d'autre part la dimension continentale de ce projet. Le point 9 démontre une volonté d'émancipation et d'indépendance face aux forces de l'argent qui doivent se plier à un cadre défini par l'État. Il s'agit bien d'un renforcement de l'État face aux différences influences extérieures. Il est également fait mention de la naissance future d'organismes étatiques et inter-étatiques pouvant réguler et non stopper les capitaux et influences externes. L'article 11 affiche la défiance, la perception négative des entreprises transnationales, pour ne pas dire occidentales, à travers le qualificatif fort de « voracité »<sup>50</sup>.

A travers ces principes fondateurs nous pouvons clairement distinguer les principes qui animent les deux individualités fortes signataires de cette alternative. Premièrement un consensus entre Fidel Castro et Hugo Chavez pour expliquer que le sous-développement régional est principalement dû au capitalisme et influences étrangères. Ce consensus est relativement nouveau au Venezuela car c'est l'arrivée de Chavez qui a créé cette nouvelle perception du monde dans ce pays, contrairement à Cuba qui a cette vision depuis 54 ans, à la signature de ces fondements. La volonté de construire le socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle signe, en ce qui concerne Cuba, une rupture avec le modèle qu'elle a adopté pendant plus d'un demi-siècle. Il s'agit d'une réelle remise en cause, d'une autocritique de son propre modèle, plus précisément d'une autocritique de Fidel Castro, face à ce qu'il a fait et mis en place dans son pays. Processus qui, à l'âge de 78 ans, reste impressionnant. Nous pouvons distinguer la « patte » du leader castriste en ce qui concerne l'éducation et la santé pour tous, choses qui ont été mise en place à Cuba et auquel il croit profondément. Il n'en reste pas moins que la vision chaviste est forte, président d'un pays largement plus puissant que Cuba. Nous pouvons finalement y voir un équilibre entre un jeune président d'une nation pétrolière puissante face à un président ancien, doté d'un charisme légendaire mais à la tête d'un pays ayant une économie largement inférieure. Quoi qu'il en soit l'ALBA se construit

---

<sup>50</sup> F. Reis Melo, *ALBA: entre a aposta pela integração e a dependência do contexto político dos países membros*, Boltetim Meridiano 47, Vol. 13, No. 132 (juillet-août 2012), pp. 24-30.

en s'appuyant sur le seul État capable de contrôler et de réguler les flux économique et par conséquent de faire respecter les intérêts du pays et du processus d'intégration régionale.

### *3.2 L'anti-impérialisme*

Ce processus d'intégration régionale se veut comme un nouveau modèle, un nouveau système qui souhaite s'affranchir et dépasser l'ancien modèle, le capitalisme sous sa forme néolibérale. Ceci donc en opposition au système promu par la première puissance mondiale : ce nouveau modèle, proposé comme une alternative, se trouve en conséquent en porte-à-faux avec le modèle défendu par les États-Unis. Il y a une opposition idéologique de fond beaucoup moins marquée que celle de la guerre froide et l'affrontement entre deux modèles diamétralement opposés qu'on a eus le capitalisme et le communisme. Cette opposition reste très présente, renforcée par les ingérences historiques du pays de l'Oncle Sam dans son « arrière-cour ». L'anti-impérialisme tel que promu par les États composant l'ALBA se veut contre les élites dirigeantes des États-Unis et en aucun cas contre le peuple étasunien, cette distinction est à relever. En outre, cette anti-impérialisme se veut défensif, il s'agit d'obtenir et d'avoir une indépendance totale face au puissant voisin, mais il n'existe pas de volontés bellicistes et agressives. Cette anti-impérialisme pourrait être considéré simplement comme une forte volonté d'indépendance, mais l'ingérence, l'influence des États-Unis pour pousser les pays de la région à adopter des politiques favorables à ses intérêts reste une réalité. C'est contre cette influence que l'ALBA-TCP s'est construite, cette opposition contenant deux dynamiques divergentes : La première la renforce, elle profite de l'anti-impérialisme profond au sein de la société latino-américaine, particulièrement au sein des sensibilités de gauche. Cette posture a donc tendance à renforcer le processus d'intégration régionale en suscitant la sympathie de larges tranches de la population. Il faut donc voir dans les discours virulents et hostiles aux États-Unis la recherche de soutiens internes, de propagande interne pour renforcer le mouvement, sans qu'il n'y ait pour autant de réelles velléités à l'encontre des États-Unis. Il n'y a pas dans les pays de l'ALBA, mis à part Cuba, une volonté de rupture complète avec la première puissance mondiale, le Venezuela par exemple livre 900'000 barils de pétrole par jour aux États-Unis. Cette posture que nous pourrions qualifier « d'anti-impérialisme verbal virulent » permet de renforcer le mouvement, mais de créer également une forte polarisation politique dans les différents pays. Cette polarisation forte induit une bataille perpétuelle et rends l'ALBA dépendante du

« bord politique » au pouvoir. Il n'y a en effet pas de consensus nationaux pour une adhésion à l'ALBA, si ce n'est à Cuba, et un renversement politique aurait la grande probabilité de signé le départ de l'ALBA du pays soumis à un changement politique. Cette anti-impérialisme verbal est donc source de renforcement à court terme, mais également d'affaiblissement à plus long terme.

### 3.3 *Les médias*

Plutôt que de parler d'anti-impérialisme qui est surtout rhétorique, nous devrions parler de rupture avec le modèle prédominant. Cette volonté de rupture se veut à tous les niveaux, afin de se battre sur tout les « points d'entrée » de l'influence étasunienne dans la région. Nous pouvons observer dans cette volonté de contrebalancer l'influence étasunienne un pan médiatique avec la création de Telesur une chaîne d'information continue qui revendique, tout comme Al-Jazeera, la promotion d'une vision différente des grandes chaînes occidentales. Il existe également la Radio del Sur et Albatv qui fonctionne comme une plate-forme d'échanges alimentée par différents mouvements de gauche du continent. Ces différents médias promeuvent l'intégration régionale selon le modèle de l'ALBA afin de regagner la souveraineté communicationnelle<sup>51</sup>. Il est intéressant d'observer que Telesur n'est pas le seul fait de l'ALBA et des pays qui la compose, en effet le « Venezuela possède 41% du capital, l'Argentine 20%, Cuba 19%, l'Uruguay 10 % et la Bolivie 5%. L'Équateur et le Nicaragua soutiennent également la chaîne ainsi que le Brésil, malgré le fait que ce dernier développe son propre projet de télévision internationale (TV Brasil International) »<sup>52</sup>. Il est à relever que la Colombie et le Pérou qui soutenaient initialement le projet se sont retirés du fait des tensions diplomatiques avec le Venezuela. Le pan médiatique de l'ALBA, a donc logiquement intégré ses membres, mais a su aller au-delà en intégrant pleinement l'Uruguay et l'Argentine ainsi que dans une certaine mesure le Brésil, pays ne faisant pas partie de l'aventure bolivarienne. Nous pouvons y donc voir un rapprochement entre le MERCOSUR et l'ALBA en ce qui concerne la création d'un média latino, n'étant pas dépendant de capitaux occidentaux. A ce sujet, il est à relever que Telesur est un média étatique, de ce fait il répond à des intérêts étatiques, sa ligne éditoriale correspond à la ligne

<sup>51</sup> [http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP\\_fran\\_ais\\_9.pdf](http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf), consulté le 18 septembre 2013.

<sup>52</sup> <http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/TeleSur%20un%20entrepreneur%20d'intégration.pdf>, consulté le 19 septembre 2013.

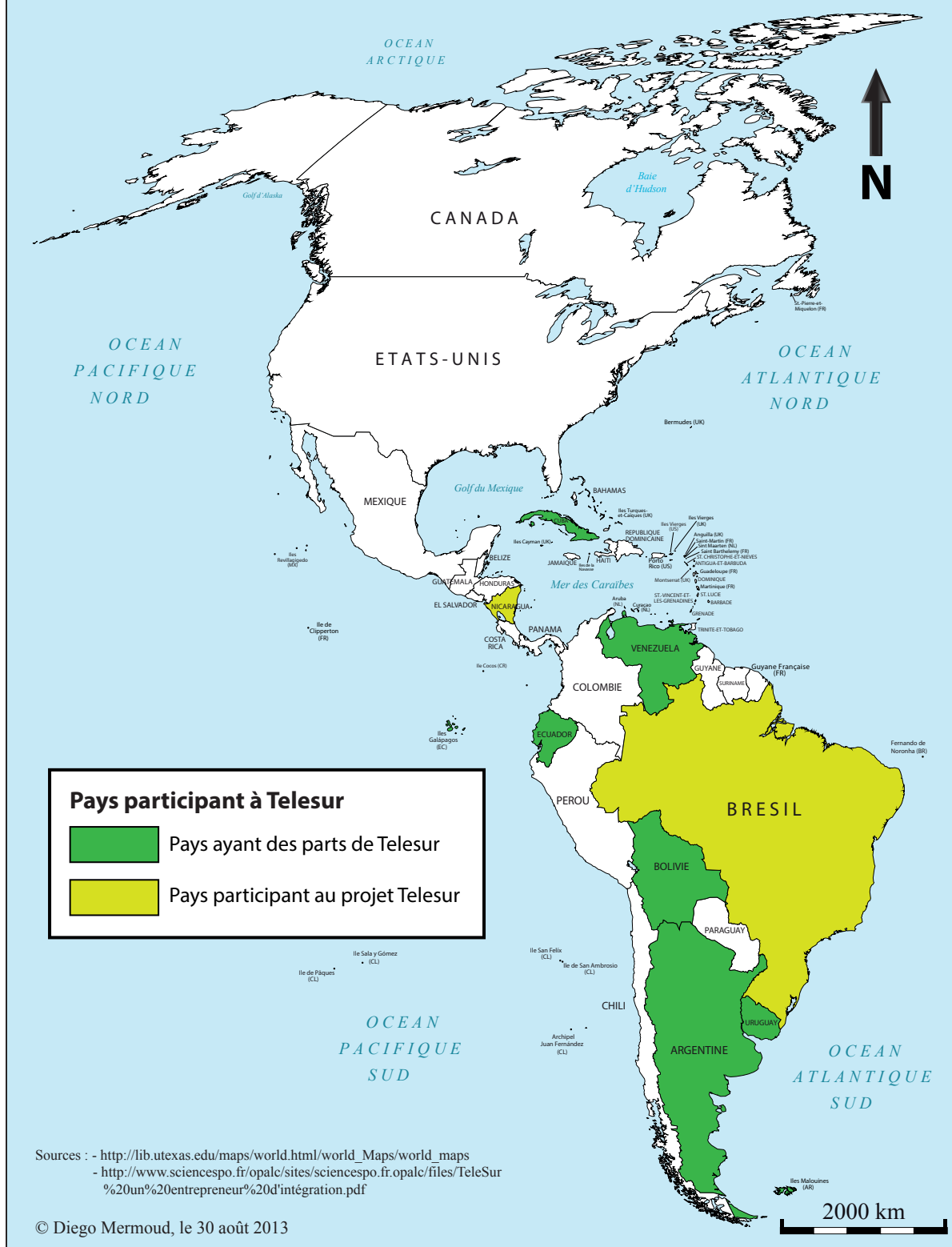
défendue par l'ALBA, il s'agit donc d'un outil de propagande pour une intégration régionale selon le modèle proposé par l'ALBA. Mais cette propagande et ces informations très orientées sont trop ouvertes pour le régime cubain qui censure Telesur. En effet, Telesur n'est pas une chaîne d'information continu sur l'île, mais certains de ses programmes sont diffusés l'après-midi et le soir regroupant diverses émissions.<sup>53</sup> « Le meilleur de Telesur » est lui censuré par les autorités cubaines<sup>54</sup>. Telesur est donc un média orienté, mais il s'intéresse fortement aux populations locales, ce que ne font que très peu les chaînes de télévisions privées. Cette proximité avec les populations rend la chaîne plus proche des gens et de leur réalité, ceci la crédibilisant fortement. Il nous faut également relever le langage utilisé par cette chaîne au niveau de l'accent. En effet, le castillan ou l'espagnol parlé en Amérique latine est divers et varié selon les régions, mais il se différencie de l'espagnol d'Espagne, de l'espagnol classique. Les présentateurs et le langage utilisé par Telesur correspond à cette caractéristique latino-américaine, car ceux-ci parlent un espagnol compréhensible par toutes les populations du continent mais selon leur propre accent, reconnaissable par tout le monde. Cette volonté de ne pas utiliser un espagnol classique, élitiste et véhiculé dans une certaine mesure à l'Espagne, aux colonialismes, à l'occident, rend la chaîne plus proche de son public. Cela lui confère une proximité, un caractère multiculturel latino, car les présentateurs viennent de toute la région et parlent avec leur propre accent, avec un public qui se sent plus proche d'une télévision qui parle comme lui. Et de cette manière, apparaît un sentiment chez les téléspectateurs d'appartenir non plus à une nation, mais à une région, c'est en cela que Telesur réussit son objectif intégrateur, de pousser les peuples vers une intégration régionale.

---

<sup>53</sup> Terrain de recherche à Cuba, été 2013.

<sup>54</sup> <http://www.cubanet.org/CNews/y05/oct05/14a9.htm>, consulté le 20 septembre 2013.

# Pays faisant partie du projet Telesur



### 3.4 La diplomatie

Les pays de l'ALBA sont donc verbalement virulents face aux États-Unis, cette virulence dans le discours est l'objet d'un consensus entre les différents dirigeants. Mais il est également intéressant d'observer « la ligne » en ce qui concerne la politique internationale. En effet, les pays de l'ALBA se sont formés sur une base idéologique commune et leurs réactions face à l'actualité internationale sont également communes. Il n'y a que peu de difficultés pour trouver un consensus, contrairement à l'Union Européenne qui n'arrive jamais à parler d'une seule voix. Il n'y a que très peu de « temps morts » où les États sont à la recherche d'une position commune, processus qui peut prendre des semaines sur le vieux continent. Cette caractéristique renforce l'ALBA sur la scène internationale, car cette « ligne » politique internationale n'est que peu l'objet de dissensions qui de plus ne sont jamais mises à jour publiquement. Cette « ligne » suivie en terme de réaction face à l'actualité, basé sur l'anti-impérialisme n'est pas tout à fait la même en terme d'action, de prises de décisions diplomatiques. En effet, sur ce point nous assistons à un désir de s'éloigner de Washington, de créer la rupture en se rapprochant de différents États, souvent mal considérés par les États-Unis. L'exemple frappant est l'Iran, ce pays, ayant les plus mauvaises relations avec Washington s'est rapproché de l'ALBA depuis le début des années 2000. L'intérêt de l'Iran dans ce rapprochement était principalement de trouver des alliés et surtout de rompre son isolement sur la scène internationale. En ce qui concerne les pays de l'ALBA l'intérêt était, tout comme l'Iran, d'une part économique, mais surtout une manière de provoquer les États-Unis et d'exhiber leur anti-impérialisme selon l'adage les ennemis de mes ennemis sont mes amis. Mais ce rapprochement a suscité des tensions au sein du processus d'intégration régionale, car Fidel Castro condamnant les propos du président Ahmadinejad sur la négation de la Shoah a mis en exergue certaines différences de vues entre les présidents de l'ALBA<sup>55</sup>. La diplomatie de l'ALBA prête également une attention forte à l'indépendance de chaque pays, l'ingérence est considérée comme étant illégale quelles que soient les conditions. Cette opposition au droit d'ingérence provient des traumatismes passés, lui aussi objet d'un large consensus en Amérique latine, des ingérences étasuniennes sur le continent pendant plusieurs décennies, particulièrement pendant les années noires des dictatures militaires.

---

<sup>55</sup> E. Karmon, *Amérique latine, défi de l'Iran aux États-Unis dans leur arrière-cour*, Outre-terre, No. 28 (2011), pp. 531-555.



En ce qui concerne la politique internationale commune de l'ALBA, elle se définit elle-même selon quatre points :

- Lutte contre l'interventionnisme et la guerre ; consolidation des espaces, accords et alliances qui contribuent à mettre fin aux hégémonies impérialistes. Garantie de la souveraineté nationale des peuples contre les ingérences étrangères.
- Défense des droits de la Terre-Mère ; soutien ferme au Sommet mondial des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère (Cochamamba, Bolivie, 2009).
- Défense commune des droits humains : concertation politique en vue de contrecarrer les campagnes orchestrées contre les peuples.
- Concertation politique au sein de l'Alliance : condamnation ferme de l'embargo contre Cuba ; mise en évidence de la responsabilité des nations les plus puissantes dans la crise financière internationale, dans la crise énergétique, la crise alimentaire et le changement climatique.<sup>56</sup>

La lecture de ces quatre points fondamentaux rend compte du consensus de base sur la scène internationale qui existe entre les différents pays de l'alliance. Ces différents points sont l'objet d'un consensus, mais chaque pays a ses propres sensibilités en accord avec son histoire, sa culture et dans le cas de l'ALBA il nous faut également intégrer la socialisation du président. En effet, les présidents ayant un fort pouvoir au sein de l'ALBA, leurs sensibilités personnelles doivent être intégrées. La défense de la Terre-Mère est particulièrement révélatrice de la sensibilité bolivienne et des traditions indiennes liées à la Pachamama très présentes dans ce pays. La sensibilité écologique de l'alliance est donc fortement impulsée par la Bolivie et son président Evo Morales, lui-même indien. En ce qui concerne la lutte contre l'interventionnisme et la garantie de la souveraineté, nous pouvons y voir la « patte » de Fidel Castro, le traumatisme cubain en ce qui concerne l'invasion manquée de la Baie des Cochons ainsi que l'embargo ou blocus<sup>57</sup> qui a perduré jusqu'à aujourd'hui. Voici donc les grandes lignes défendues par les pays qui composent l'ALBA sur la scène internationale et plus précisément dans la région.

---

<sup>56</sup> [http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP\\_fran\\_ais\\_9.pdf](http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

<sup>57</sup> La terminologie dans ce conflit est relativement importante, les Etats-Unis parle d'embargo alors que Cuba utilise la terminologie de blocus, ce qui induit un acte de guerre.

### 3.5 *L'intégration politique*

Si nous reprenons la classification de Philippe Hugon développée dans l'étude d'« Analyse comparatives des processus d'intégration économique régionale » pour le Ministère des Affaires Etrangères<sup>58</sup>, nous pouvons donc placer l'ALBA dans un modèle d'intégration régionale volontariste. Dans cette analyse, l'auteur distingue la conception, les objectifs, les moyens et enfin les indicateurs. En effet, un processus d'intégration régionale contient plusieurs dimensions, la conception du projet, les objectifs économiques, culturels, sociaux et politiques qui diffèrent selon le processus voulu, mais surtout pouvant être conflictuels entre eux. Car l'intégration économique peut, par exemple, entrer en conflit avec le pan politique ou diplomatique. Ces processus sont en réalité un jeu d'équilibriste pour permettre la concrétisation du projet ainsi que de sa survie à moyen et long terme.

#### Conception

- . Vision volontariste d'un plan régional de développement ex-ante et de programmation par les États.
- . Protection vis-à-vis de l'extérieur.
- . Déconnexion.

#### Objectifs

- . Coalition, pouvoir de négociation.
- . Industrialisation.
- . Complémentarité entre régions
- . Programmation de la production et aménagement des territoires planifiés à long terme au niveau des États.
- . Objectifs redistributifs et spatiaux.

#### Moyens

- . Institutions et autorités régionales.
- . Protection de l'espace régional.
- . Investissements publics.
- . Infrastructures régionales
- . Mécanismes compensateurs et redistributifs forts (péréquation)
- . Planification régionale

---

<sup>58</sup> [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse\\_comparative\\_des\\_processus\\_d\\_integration\\_economique\\_regionale.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse_comparative_des_processus_d_integration_economique_regionale.pdf), consulté le 18 septembre 2013.

## Indicateurs

- . Unification des politiques économiques et sociales.
- . Projets conjoints.
- . Capacités de négociation internationale des instances régionales.
- . Degré de protection tarifaire et non tarifaire de l'espace régional.
- . Économie d'échelle pour industrie régionale.

Le processus d'intégration régionale de l'ALBA correspond à cette grille d'analyse que nous propose Philippe Hugon. Cette grille est un outil permettant de mieux appréhender ce processus, mais il n'en reste pas moins que celle-ci reste générale. En ce qui concerne le cas précis de l'ALBA, chaque nation a ses propres réalités ainsi qu'une situation particulière au moment de son entrée dans le processus. Nous pouvons néanmoins distinguer le clair renforcement de l'État à tous les niveaux qui se place comme unique acteur capable de réguler le pays ainsi que la dynamique d'intégration. Ce renforcement de l'État contient également une dimension d'intégration du secteur militaire qui se voit confier un nombre de prérogatives croissantes. Ce renforcement de l'État comme acteur prédominant se réalise dans les pays où celui-ci était relativement faible. Au contraire à Cuba, pays communiste où tout était dans ses mains, nous assistons à une ouverture vers un capitalisme très régulé et à petite échelle<sup>59</sup>. Quelque soit le « point de départ » de chaque pays concernant son système politique lors de son entrée dans le processus, nous assistons à une normalisation, une mise en œuvre, la recherche d'un système commun à tous les pays. L'ALBA influe donc sur l'organisation étatique interne de chaque État pour arriver à un modèle commun. Ce modèle commun n'est pas défini réellement, car chaque pays a ses particularités nationales. Nous pouvons cependant observer que ce renforcement de l'État va de pair avec une intégration du secteur militaire, une personnalisation du pouvoir à travers l'exaltation des présidents de chaque pays -unique personne ayant le pouvoir de négocier au sein du processus d'intégration- ainsi qu'avec une reprise en main de matières premières nationales par la nationalisation de celles-ci. La politique intérieure des pays, lorsqu'il y en a une, se voit fortement polarisée. Ceci du fait que le projet politique véhiculé par l'ALBA est très à gauche, mais également du fait que le pouvoir a tendance à diaboliser l'opposition. Le pouvoir politique s'attribue beaucoup de prérogatives économiques et par conséquent influence et dirige de manière forte l'économie nationale. Ces modifications institutionnelles dans la gestion politique du pays transforment l'État en acteur prédominant, et ce avec les

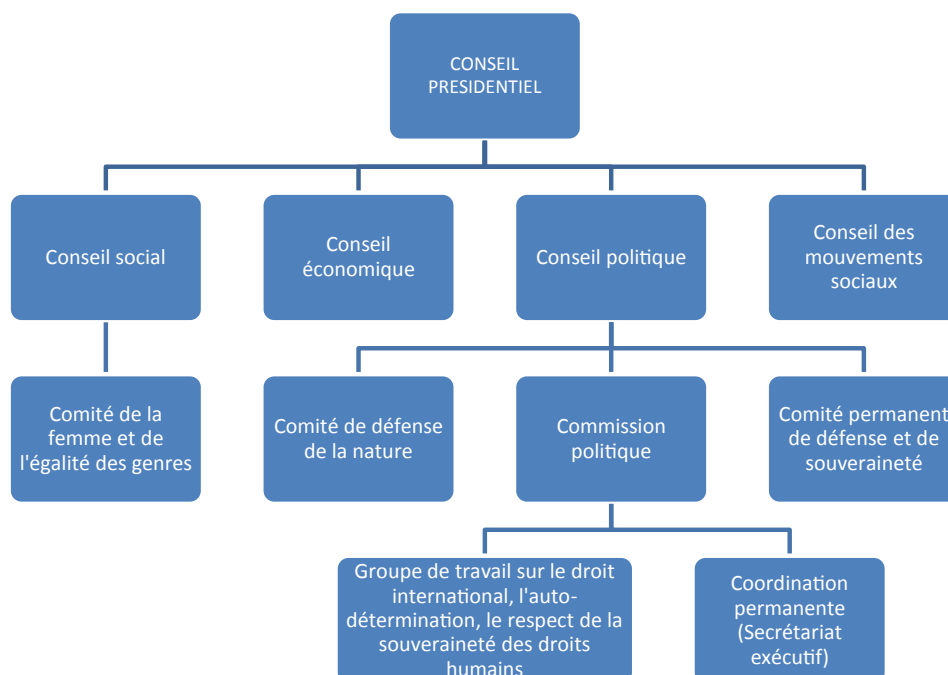
---

<sup>59</sup> <http://www.vuessurlemonde.com/2012/11/25/les-reformes-economiques-sur-lile-de-cuba/>, consulté le 19 septembre 2013.

risques que cela comporte. Nous pouvons en effet observer ce renforcement de l'État comme une certaine création d'un Léviathan, selon la conception de Hobbes. Il a bien évidemment une nécessité de renforcer l'État pour protéger les plus démunis et lutter contre les effets systémiques et structurels de l'économie libérale, mais jusqu'où doit aller cet État ?

En ce qui concerne l'organisation politique de l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, celle-ci se fait chapeauté par les sommets bi-annuels regroupant les chefs d'État et de gouvernements, un conseil des ministres qui peut être ordinaire ou en préparation d'un sommet. Le conseil des mouvements sociaux se réunit annuellement, la commission politique se rencontre deux fois par semestre et en fonction des événements nationaux régionaux ou internationaux. La coordination permanente de l'ALBA se réunit quant à elle de manière bimestrielle, contrairement aux comités et groupes de travail qui se réunissent uniquement en fonction des nécessités<sup>60</sup>.

La structure de l'ALBA se présente ainsi :



Source : - [http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP\\_fran\\_ais\\_9.pdf](http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

<sup>60</sup> <http://www.alba-tcp.org/contenido/estructura-y-funcionamiento-del-alba-tcp>, consulté le 21 septembre 2013.

Les principaux organes sont structurés tels que :

CONSEIL PRESIDENTIEL	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Regroupe les chefs d'Etat et/ou de gouvernement des pays membres.</li> <li>•Constitue l'instance majeure de délibération, de prise de décision et d'orientation des politiques de l'Alliance.</li> </ul>
Conseil social	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Regroupe les ministres des pays membres chargés des domaines suivants : éducation, santé, culture, sport, logement, Sécurité sociale, égalité des genres et technologie.</li> <li>•Assure la coordination et la gestion des stratégies, politiques, actions et programmes.</li> </ul>
Conseil économique*	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Regroupe les ministres chargés des domaines économiques (industrie, finances, commerce, planification et développement).</li> <li>•Définit les stratégies, politiques et projets pour favoriser les complémentarités en matière agro-alimentaire, industrielle, énergétique, commerciale, financière et technologique, dans le but de structurer une zone économique de développement partagé.</li> </ul>
Conseil politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Regroupe les ministres des affaires étrangères des pays membres.</li> <li>•Formule des recommandations auprès du Conseil présidentiel sur les politiques stratégiques.</li> </ul>
Conseil des mouvements sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Regroupe les mouvements sociaux des pays membres et ceux des pays non membres qui s'identifient à leur démarche.</li> <li>•Permet l'intégration et la participation sociale directe au sein de l'Alliance, et contribue à son développement.</li> </ul>

\*Composé des groupes de travail suivants : intégration énergétique ; sécurité et souveraineté alimentaires ; complémentarité commerciale ; souveraineté technologique ; complémentarité industrielle et technologique ; Nouvelle architecture financière régionale ; tourisme ; infrastructures et transports ; doctrine de la propriété industrielle et intellectuelle ; règlement des différends.

Source : - [http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP\\_fran\\_ais\\_9.pdf](http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

Cette organisation et la médiatisation des événements liés à l'ALBA, particulièrement à travers les médias appartenant aux pays de l'alliance, donnent une impression de fort dynamisme. Ce ressenti est réel sur le plan promotionnel, ainsi que sur les positionnements des différents pays et de l'ALBA sur la scène internationale. Mais sur le terrain, de manière pratique, les résultats ne correspondent que rarement aux objectifs affichés lors des sommet et autres événements liés à l'ALBA. Il s'agit généralement de déclarations fortes, proposant de nouveaux projets avec des objectifs chiffrés ambitieux qui se confondent avec les résultats réels qui eux ne sont que peu médiatisés voir impossibles à trouver. Il existe donc un décalage entre l'optimisme affiché et la réalité. Il est extrêmement difficile de situer, d'évaluer, d'analyser cette « distance », mais il n'en reste pas moins que celle-ci existe. Néanmoins, les différents organes se rencontrent régulièrement, des accords sont signés, des projets sont lancés et ce à un rythme bien supérieur aux autres processus d'intégration régionale. Mais il nous faut absolument nuancer les déclarations et la réalité dans ce processus, particulièrement en ce qui concerne l'économie.

### *3.6 L'intégration économique*

Comme nous avons pu l'observer dans le tableau proposé par M. Hugon, le pan économique s'intègre en partie à l'État du fait que celui-ci prend l'initiative sur l'économie. Néanmoins il existe, sauf dans le cas de Cuba, des acteurs économiques indépendants de l'État qui cherchent à maximiser leurs profits, à travers par exemple l'import et l'export de bien et de services. Les politiques économiques de l'ALBA, et donc des pays qui la compose, sont volontaristes en ce qui concerne les échanges inter-étatiques des pays membres. Cette volonté de favoriser les échanges a-t-elle une incidence réelle sur le marché de ces différents pays ? En ce qui concerne les chiffres brut d'import-export, ceux-ci sont quelques peu « biaisés » par les exportations pétrolifères du Venezuela. Il est donc difficile, et l'ALBA reste très opaque en la matière, de connaître les chiffres et les évolutions des différents marchés agroalimentaires, industriels ou encore des services. Ce manque de transparence n'a que peu de raison d'être, tant la communication de l'ALBA est bonne lorsqu'il s'agit de montrer ses réussites. Il est donc raisonnable de penser que les résultats sont très éloignés des objectifs ambitieux et optimistes déclarés.

#### *3.6.1 La Banque de l'ALBA*

Il n'est resté pas moins que l'ALBA est un processus d'intégration régionale et que par conséquent celui-ci doit se mettre en place dans le temps et ne peut pas être effectif le jour de sa mise en place. Ce processus d'intégration a lancé divers projets économiques et financiers, nous pouvons en distinguer six. Premièrement la création de la Banque de l'ALBA, créée afin de garantir une souveraineté financière face à la Banque Mondiale, au mois de janvier 2008<sup>61</sup>. Cette banque dotée d'un capital de 1 milliards<sup>62</sup> ayant pour objectif de favoriser les échanges sud/sud est aujourd'hui difficile à analyser. En effet, le site officiel de la banque ne fonctionne pas, et il n'existe que très peu d'articles sur le sujet, si ce n'est écrit au moment de sa fondation. Ce manque de données effectives ainsi que le manque d'informations sur les projets financés par la banque ne permettent pas une analyse de celle-ci.

---

<sup>61</sup> [http://auspace.athabasca.ca:8080/bitstream/2149/3319/1/Kellogg,%20Paul\\_2012-ALBA-UNASUR-print.pdf](http://auspace.athabasca.ca:8080/bitstream/2149/3319/1/Kellogg,%20Paul_2012-ALBA-UNASUR-print.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

<sup>62</sup> <http://www.alianzabolivariana.org/modules.php?name=News&file=article&sid=2671>, consulté le 21 septembre 2013.

### 3.6.2 Le sucre, Système Unitaire de Compensation Régionale

L'ALBA s'inscrit donc contre l'hégémonie étasunienne, pour ce faire une rupture avec le dollar est nécessaire pour se libérer de cette influence. Les pays de l'ALBA ont donc mis en place une nouvelle monnaie, le sucre. Cette monnaie a donc clairement un objectif géopolitique permettant de rompre avec l'influence monétaire des États-Unis ainsi que du Fond Monétaire International (FMI)<sup>63</sup>. Cette décision de limiter la dépendance au dollars des pays d'Amérique du latine a été imaginée pour la totalité des États de la région bien que l'Alliance Bolivarienne, la plus à gauche et anti-impérialiste, ait pris les devants et signé un accord de création de cette nouvelle monnaie le 16 octobre 2009<sup>64</sup>. Cette devise fût utilisée pour la première fois le 3 février 2010 lors de l'achat de 360 tonnes de riz par l'entreprise semi-publique *Arroz Venezolana* à l'entreprise cubaine *Comercializadora de Alimentos* pour un montant de 108'000 sucre (XSU)<sup>65</sup>. Cette première transaction a ouvert la voie à une augmentation des échanges utilisant cette nouvelle monnaie que nous pouvons comparer à l'écu, la monnaie virtuelle européenne fondée en 1979<sup>66</sup>. Le Sucre est une monnaie, « un outil pensé pour privilégier les échanges entre pays de la zone Amérique latine et des Caraïbes qui se sont fixés des objectifs solidaires de développement »<sup>67</sup>. Elle a pour objectif de protéger de la spéculation et ne servir qu'à l'échange de biens, de services et de savoir<sup>68</sup>. Le sucre favorise également financement de projets, principalement d'entreprises publiques, coopératives ou communautaires, par les pays excédentaires afin de faire converger les économies des différents pays.

Il s'agit donc d'« une monnaie complémentaire – elle ne se substitue pas à la monnaie nationale –, elle est virtuelle et ne circule qu'entre banques centrales. Les banques centrales de chaque pays sont connectées au travers d'une chambre de compensation qui enregistre l'état des échanges en « sucres ». Chaque pays commence par acheter des « sucres » au taux de 1,25 \$ et en remplit les réserves d'une chambre de compensation. L'échange en « sucre » n'est pas obligatoire pour les acteurs économiques. Quand un acheteur demande à sa banque le paiement du vendeur dans son pays, les Banques centrales échangent les «

---

<sup>63</sup> <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-12-02-Sucre>, consulté le 12 septembre 2013.

<sup>64</sup> [http://www.sucrealba.org/images/notas/Al\\_dia\\_con\\_el\\_BCV\\_161.pdf](http://www.sucrealba.org/images/notas/Al_dia_con_el_BCV_161.pdf), consulté le 12 septembre 2013.

<sup>65</sup> *Idem*.

<sup>66</sup> <http://sceco.paris.iufm.fr/pagepdf/euro.pdf>, consulté le 21 septembre 2013.

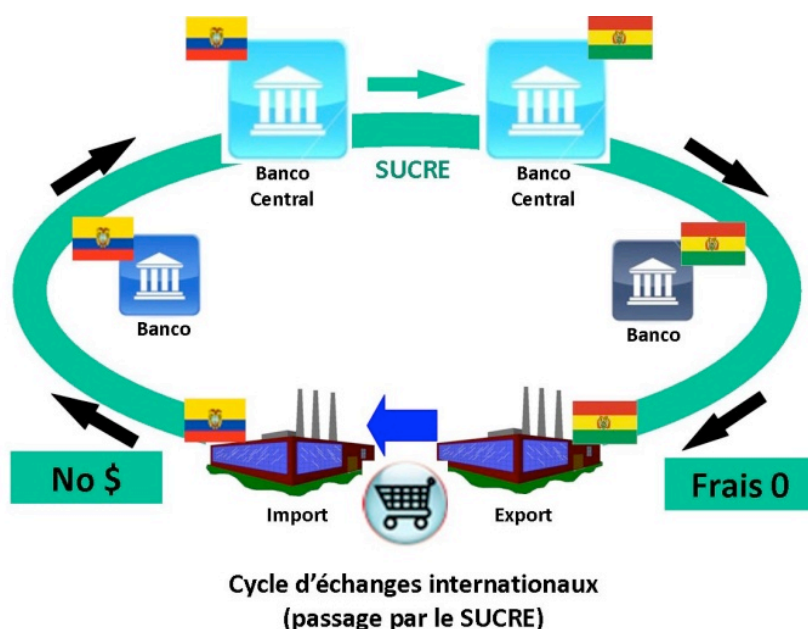
<sup>67</sup> [http://www.fmdv.net/fileadmin/user\\_upload/documents/Rapport\\_FMDV\\_Global\\_FR\\_FINALE.pdf](http://www.fmdv.net/fileadmin/user_upload/documents/Rapport_FMDV_Global_FR_FINALE.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

<sup>68</sup> *Idem*.

sucres » au montant acheté, le vendeur est alors payé dans sa monnaie nationale.

La circulation est transparente pour l'acheteur et le vendeur ainsi que pour leurs banques commerciales. Le processus est un service gratuit offert par la Banque centrale aux acteurs économiques. Tous les six mois, les banques centrales calculent le solde des échanges réalisés en Sucres et le cas échéant, rachètent des sucres pour combler leur position déficitaire. Si un pays dispose d'un solde trop excédentaire en Sucres, il doit participer à l'effort de solidarité en investissant dans des projets permettant de diversifier la production du pays déficitaire »<sup>69</sup>.

Schéma de fonctionnement du Sucre :



Concernant la réussite ou l'échec du Sucre, non au niveau théorique mais dans la réalité de son utilisation par des acteurs économiques non étatiques, il est impossible de trouver des données actuelles ainsi qu'un historique de son utilisation année par année, pays par pays. Il est par conséquent difficile d'évaluer ce projet qui paraît être une riche idée de fond mais compliquée à mettre en pratique. Les comptes rendus précis manquent et il est à nouveau difficile de faire la distinction entre la promotion faite à cette monnaie, reprise avec

<sup>69</sup> [http://www.fmdv.net/fileadmin/user\\_upload/documents/Rapport\\_FMDV\\_Global\\_FR\\_FINALE.pdf](http://www.fmdv.net/fileadmin/user_upload/documents/Rapport_FMDV_Global_FR_FINALE.pdf), consulté le 21 septembre 2013.



enthousiasme<sup>70</sup> par les médias occidentaux tournés à gauche de l'échiquier politique, et la réalité économique par rapport par exemple aux exportations et importations totales de chaque pays qui utilise aujourd'hui le Sucre.

### *3.6.3 Le Traité de Commerce des Peuples*

Le Traité de Commerce des Peuples (TCP) se veut comme un modèle d'échange alternatif aux Traités de Libre-Échange (TLE). En effet, les TLE cherchent à diminuer voire éliminer les taxes douanières, mais ils ne sont pas préoccupés si ces choix sont bons pour le marché, car les compétences, la taille des producteurs et leurs capacités de productions peuvent être structurellement très différentes d'un pays à l'autre. Et par conséquent les petits producteurs se font « avaler » par les plus grands qu'ils n'arrivent pas à concurrencer. Au contraire les TCP mettent en place un système sélectif au niveau des taxes douanières, mais en plus un système de promesses d'achats. Cela veut dire une construction de « complémentarité » entre les pays où les taxes douanières sont adaptées en fonction de chaque pays afin de favoriser les secteurs que le pays veut voir se développer. Cela permet d'éviter de se faire conquérir le marché par un pays avec lequel il y aurait par exemple un traité de libre échange. De plus, les promesses d'achats offre une sécurité temporelle et aussi du prix d'achat, se qui facilite la production. Les TCP sont pensés pour être signés avec tous les pays, même les États-Unis ou l'Europe, si du moins ils sont disposés à le faire. L'objectif est d'avoir un système qui va au-delà de la simple limitation des barrières douanières, un système qui sécurise les incertitudes du marché et où l'État reprend un rôle central. Ceci dans l'optique d'accompagner cette nouvelle manière de faire du commerce par de la coopération et c'est seulement à ce moment qu'il s'agira d'accords commerciaux qui promeuvent la réduction de la pauvreté<sup>71</sup>. Il n'y a aujourd'hui pas encore de résultats pratiques en ce qui concerne ces traités ayant une manière fondamentalement différente d'aborder le commerce.

---

<sup>70</sup> <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-12-02-Sucre>, consulté le 22 septembre 2013.

<sup>71</sup> <http://www.aporrea.org/tecno/n77161.html>, consulté le 22 septembre 2013.

L'ALBA a également mis en place un programme de sécurité alimentaire au sein de l'alliance ainsi qu'un programme de sécurité énergétique, principalement financé par le Venezuela. Ces programmes de sécurisation des approvisionnements sont des éléments favorisant l'intégration de nouveaux pays, principalement les petits pays à la merci des fluctuations du marché mondial, et donc les îles des Caraïbes. En ce qui concerne le programme de sécurisation alimentaire, celui-ci est complété par un programme de d'augmentation de la production agroalimentaire.

#### *4. Les Forces centrifuges et centripètes*

Ce processus d'intégration régionale est aujourd'hui en construction, il va fêter son dixième anniversaire l'année prochaine et reste donc très jeune. Néanmoins la question de son futur se pose, va-t-il stagner, s'étendre ou s'effondrer ? Il est bien évidemment impossible de répondre à cette question, mais nous pouvons dégager des pistes probables ou des risques élevés allant dans une direction ou une autre. Il existe en effet des facteurs, des forces qui ont des dynamiques centrifuges, allant dans un sens d'amélioration, de réussite des objectifs mis en place, mais il en existe d'autres qui au contraire vont dans le sens inverse et qui présagent d'un avenir plus sombre à cette alliance. Les principaux facteurs centripètes sont les traumatisme du Hard Power étasunien, la volonté de se libérer des influences extérieures néfastes, la détermination à construire un bloc capable de modifier les rapports de forces internationaux<sup>72</sup> et la volonté de créer son propre modèle sociétal, basé sur les valeurs régionales. En ce qui concerne les facteurs centrifuges, nous pouvons distinguer la dépendance du projet à la tendance politique dans les pays qui composent l'alliance, les luttes pour le leadership régional, la non-complémentarité de certaines économies nationales et enfin la concurrence avec les autres processus d'intégration régionale.

Il est difficile d'évaluer la force de chaque facteur, mais il faut intégrer ceux-ci dans la lecture globale de la problématique posée du futur de l'ALBA. Nous pouvons observer d'autres facteurs tout aussi pertinents, comme le rejet en bloc de toute critique de la part de l'ALBA qui dans son approche face à la critique se sent perpétuellement attaquée. Cette état d'esprit ne permet que peu d'autocritique, d'amélioration, ce qui peut à terme provoquer la perte de l'alliance enfermée dans ses certitudes. Il faut également relever le problème structurel d'un discours en constant décalage avec la réalité qui induit une mauvaise lecture de la réalité par les acteurs partie prenante de ce processus. Il ne nous faut enfin pas oublier que la plupart des pays intégrant cette alliance sont pauvres, vivent des situations internes très complexes avec par exemple une insécurité très forte dans les grandes villes principalement à Caracas. Ces situations internes compliquées rendent le processus d'intégration également plus complexe car plus difficile à mettre en œuvre. La réalité de ces pays reste très éloignée des standards occidentaux et notre lecture, notre analyse de ce projet ne doit pas perdre de vue cet élément primordial pour une compréhension de la situation.

---

<sup>72</sup>[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse\\_comparative\\_des\\_processus\\_d\\_integration\\_economique\\_regionale.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse_comparative_des_processus_d_integration_economique_regionale.pdf), consulté le 18 septembre 2013.

#### *4.1 Le traumatisme du Hard Power étasunien*

Le sud du continent américain a toujours été soumis à diverses forces extérieures, historiquement le colonialisme espagnol et portugais pendant de longs siècles, puis l'influence européenne principalement anglaise et française. Mais en 1823, le président des États-Unis, James Monroe adresse un message au congrès où il met en avant que les États-Unis ont reconnu les nouvelles républiques indépendantes latino-américaines qui ne sont plus « ouvertes » à la colonisation. Par conséquent les États-Unis considèrent toute intervention extérieure sur le continent comme étant une menace pour leur sécurité et pour la paix. En contrepartie les États-Unis n'interviendront jamais dans les affaires européennes<sup>73</sup>. Nous pouvons résumer ce qui s'appellera par la suite la « doctrine Monroe » par « l'Amérique aux américains ». Cela n'empêchera pas les nations européennes d'avoir de forts liens économiques avec certaines régions de l'Amérique latine, mais suite à la décolonisation qui durera jusqu'en 1898 et la défaite espagnol face aux États-Unis, les interventions européennes sur le continent ont été presque nulles. Exception faite de l'intervention britannique contre l'Argentine lors de la guerre des Malouines en 1982.

La politique de « contrôle » ou d'influence en Amérique latine s'est faite plus forte après la seconde guerre mondiale. En effet, le pays de l'Oncle Sam a considéré le reste du continent comme étant son arrière-cour : en conséquence, les États qui se tournaient vers l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) devenaient des menaces pour la sécurité des États-Unis. Cette politique généra un grand nombre d'atrocités, le renversement de gouvernements démocratiquement élus et la mise en place de juntas militaires particulièrement violentes dans plusieurs pays. Cette ingérence étasunienne dans les pays latino-américains a créé une animosité forte entre les populations latinos et le puissant voisin. Les États-Unis en soutenant voire en mettant en place des gouvernements militaires luttant hors de tout droit et de toute morale contre les éléments gauchisant du continent, sont considérés, par une grande partie de la population, comme directement responsables. Ce sentiment qui peu fortement varier d'un pays à l'autre, ainsi que d'une partie de la population à une autre reste néanmoins très prégnant, particulièrement pour les classes sociales pauvres ainsi qu'au sein des mouvements à gauche de l'échiquier politique. Ce

---

<sup>73</sup> [http://www.herodote.net/2\\_decembre\\_1823-evenement-18231202.php](http://www.herodote.net/2_decembre_1823-evenement-18231202.php), consulté le 22 septembre 2013.

sentiment que nous pourrions qualifier de général, même s'il ne concerne qu'une partie de la population est très utilisé par les gouvernements de l'ALBA.

Cette utilisation de ce ressenti au sein de la population a pour objectif de réunir, de souder et d'obtenir la sympathie voire le soutien de pans entiers de la population qui composent les pays appartenant à l'ALBA, mais plus largement à la population de toute l'Amérique latine. L'anti-impérialisme a son importance du fait qu'il est fédérateur, mais à ceci deux questions se posent : jusqu'à quand cette argument aura cet effet ? Cette argument inclusif est également exclusif, ne provoque-t-il donc pas un certain effet pervers ? Il est difficile de répondre à la première question, car savoir si les peuples se lasseront de cet argumentaire est impossible, mais nous pouvons penser que se construire uniquement dans un esprit d'opposition à quelque chose n'est pas viable à long terme. En ce qui concerne la seconde question, le caractère virulent de cet anti-impérialisme va à l'encontre de toute position modérée. De ce fait, le mouvement promu par l'ALBA perd des appuis au sein de la population qui a une sensibilité correspondante mais qui est plus modérée face aux États-Unis. Cette aliénation d'une partie de la population des pays, du continent, mais également de la part de gouvernements potentiellement intéressés par le projet, est contre-productive pour le développement de l'ALBA et plus largement pour sa viabilité à moyen ou long terme.

#### *4.2 Un nouveau modèle sociétal*

Les fondements de l'ALBA pose les base du socialisme du XXIème siècle, d'un nouveau projet pensé pour le futur qui sera le monde meilleur de demain. Le projet de l'ALBA a la particularité d'intégrer relativement facilement les différentes sensibilités qui varient d'un pays à l'autre en fonction de la culture par exemple. Le modèle proposé, qui regroupe donc ces tendances, peut se voir lors de ses premières années de construction comme étant hors des réalités mondiales de l'époque et ne concernant que la région. Il y a en effet une volonté de créer un nouveau modèle basé sur les valeurs régionales et non influencé par les valeurs occidentales en particulier. Cette nouveauté en terme de système, politique, économique social et culturel a donc une base régionale, mais nous pouvons également distinguer une certaine influence des mouvements altermondialistes très présents

sur le continent qui reçoit historiquement le forum social mondial, contre-sommet à celui de Davos<sup>74</sup>. La crise économique mondiale a donc placé l'ALBA comme un modèle sociétal précurseur par rapport à nos modèles occidentaux englués dans le marasme de la crise.

Néanmoins cette nouvelle manière de faire, de penser les échanges inter-étatiques ainsi que la construction sociale interne des pays, a, à un niveau théorique, un fort soutien qui n'est malheureusement pas concrétisé par des résultats vérifiable et probants. Il y a donc aujourd'hui une force que nous pourrions appeler théorique dans les nouveaux mécanismes mis en place par l'alliance, mais une faiblesse d'autant plus marquée par le manque de résultats scientifiquement prouvés. Nous assistons donc à nouveau à une dialectique de force et faiblesse dans la création de ce nouveau modèle qui ne communique pas ses résultats. Il est légitime de penser que ceux-ci ne sont pas communiqués, car ils ne correspondent peut-être pas aux objectifs ambitieux affichés, mais cela pose à nouveau la problématique de l'amélioration de ce nouveau modèle. En effet, si les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous, est-ce pour des raisons structurelles ou de mise en œuvre ? En d'autres termes l'idée de base est-elle utopique et ne fonctionne pas, ou simplement cette bonne idée n'a pas été mise en place correctement ?

D'une certaine manière l'ALBA en ne souhaitant pas répondre à ces questions se trouve dans une situation compliquée à moyen ou long terme. En effet, en gardant le silence sur les résultats, elle pourrait se retrouver comme un acteur non crédible qui en réalité « brasse de l'air » et de cette manière perdre à la fois la possibilité de s'étendre ainsi que ses soutiens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'alliance. Elle risque également de se voir quittée par certains pays considérant le processus d'intégration régionale comme inutile voire contre-productif. Cette menace qui pèse sur le projet ne doit pas être occultée car elle signerait peut-être sa fin.

---

<sup>74</sup> Forum Economique Mondial, World Economic Forum (WEF).

### *4.3 La polarisation politique*

Les sociétés des pays qui composent l'ALBA ont une tendance forte à se polariser. Ce processus de polarisation s'effectue à travers plusieurs facteurs. Premièrement la position très à gauche sur l'échiquier politique du projet de l'ALBA qui de cette manière est anti-consensuelle et reçoit des critiques extrêmement fortes de la part des milieux conservateurs et de droite. Il y a donc un facteur induit par le positionnement même du projet, au niveau de la base du projet de l'ALBA. Les critiques peuvent varier selon le positionnement politique historique du pays, mais de manière générale la création d'un modèle fortement marqué sur une aile politique reçoit une opposition forte de l'aile opposée. Dans ces conditions les différentes tendances politiques se polarisent. Deuxièmement il nous faut observer le comportement des hommes politiques qui portent le projet de l'ALBA : les personnalités politiques, dont le champion fût sans aucuns doutes Hugo Chavez, ne sont que très peu consensuels. Sur le continent latino-américain, la polarisation politique est relativement préexistante à l'ALBA, il y a bien évidemment des différences entre chaque pays, mais de manière générale nous pouvons dire qu'il existe une polarisation politique plus forte qu'en Europe<sup>75</sup>. Les personnalités au pouvoir dans les pays de l'ALBA ont tendance à ne chercher aucuns compromis et de diaboliser l'opposition selon un discours très virulent. Cette « délégitimation » du ou des partis d'oppositions, présentés comme étant contre la patrie, la nation et non contre le projet du gouvernement opère naturellement une polarisation à l'extrême de la scène politique. Ce comportement face aux partis concurrents et contradicteurs polarise la scène politique, mais également la société. Cela crée une « binarité » où toute personne est soit avec le projet ou contre celui-ci. Cette situation génère un risque très grand pour le futur de l'alliance, comme nous avons pu le voir avec le départ de l'alliance du Honduras après le coup d'état. En effet, chaque président au pouvoir est condamné à gagner les élections s'il veut voir son pays continuer à faire partie du projet. Cela crée une incertitude forte concernant le futur de l'alliance, particulièrement si ce changement politique avait lieu au Venezuela qui représente les deux tiers du PIB de l'ALBA ainsi que la majorité des ressources énergétiques. Après la mort de Hugo Chavez au mois de mars de cette année<sup>76</sup>, les élections qui opposèrent le dauphin de l'ancien président

---

<sup>75</sup> La polarisation politique est difficile à définir, mais nous pouvons dire qu'elle est plus forte qu'en Europe. Sources : cours en Sciences Politiques à l'Université de Buenos Aires.

<sup>76</sup> [http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2013/03/31/venezuela-enquete-sur-la-mort-de-hugo-chavez\\_3151119\\_3222.html](http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2013/03/31/venezuela-enquete-sur-la-mort-de-hugo-chavez_3151119_3222.html), consulté le 22 septembre 2013.

Nicolas Maduro au chef de file de la droite Henrique Capriles, ont vu la victoire de N. Maduro à 50,7%. Ce résultat extrêmement serré a mis en évidence la faiblesse de la majorité de gauche et à travers celle-ci la faiblesse de L'ALBA.

#### *4.4 L'alliance avec le MERCOSUR*

Comme nous l'avons vu précédemment, l'ALBA a une certaine volonté d'expansion, d'une part vers les pays de la mer des Caraïbe à travers son rapprochement avec la CARICOM ainsi que le projet Petro Caribe, avec les pays du MERCOSUR d'autre part. Cette volonté de rapprochement avec le MERCOSUR s'est concrétisée avec l'entrée du Venezuela au sein du Marché Commun du Sud officiel le 31 juillet 2012<sup>77</sup>. Cette entrée du Venezuela s'est suivie par la signature d'un protocole d'accord avec la Bolivie ainsi que l'ouverture d'un processus d'adhésion de l'Équateur. Nous assistons donc à l'intégration au MERCOSUR de trois pays de l'ALBA. Ce rapprochement entre un processus d'intégration marqué très à gauche, l'ALBA, et un autre également à gauche mais de manière plus modérée le MERCOSUR pose la question de la création d'un large processus intégrant l'ensemble des pays de ces deux projets. Cette expansion de l'ALBA en direction du MERCOSUR, ou l'inverse selon les points de vues, pose la question en terme d'idéologie. En effet, le MERCOSUR va-t-il se radicaliser ? L'ALBA va-t-elle « s'adoucir » ? Ou les deux projet vont-ils se rapprocher en faisant chacun des concessions ?

Au niveau économique, les pays fondateurs du MERCOSUR ont, avec les deux poids lourds que sont le Brésil (2'253 milliards de \$ de PIB en 2012<sup>78</sup>) et l'Argentine (470,5 milliards de PIB en 2012<sup>79</sup>), une position économique beaucoup plus forte que les pays de l'ALBA et du Venezuela. Dans ces conditions, cela veut dire qu'en terme économique l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUR représente un nouveau marché pour les économies argentines et brésiliennes. En outre, l'Argentine profite de financements vénézuéliens pour refinancer sa dette, à hauteur de plus de 2'800 milliards lors des deux dernières années<sup>80</sup>. Mais l'entrée des pays de l'ALBA au sein du MERCOSUR pose surtout

---

<sup>77</sup> <http://www.rfi.fr/ameriques/20120731-entree-venezuela-mercosur-change-nature-dimensions-hugo-chavez-dilma-rousseff-jose-mujica-cristina-fernandez>, consulté le 22 septembre 2013.

<sup>78</sup> <http://donnees.banquemondiale.org/pays/bresil>, consulté le 22 septembre 2013.

<sup>79</sup> <http://donnees.banquemondiale.org/pays/argentine>, consulté le 22 septembre 2013.

<sup>80</sup> [http://lahaine.org/b2-img/katz\\_mer.pdf](http://lahaine.org/b2-img/katz_mer.pdf), consulté le 22 septembre 2013.



la question du modèle économique, en effet les deux processus ont des modèles diamétralement opposés qui rentrent frontalement en contradiction. Le système promu par le MERCOSUR même s'il n'est d'aucune manière associé aux États-Unis -aucun pays ayant signé d'accord de libre-échange avec le pays de l'Oncle Sam- ne reste pas moins libre-échangiste. Dans ces conditions, il est difficile de savoir comment vont se marier ces deux processus d'intégration régionale économiquement contradictoires. Chacune des deux alliances souhaitent influencer l'autre, le MERCOSUR veut modérer l'ALBA qui elle-même veut « tirer » le MERCOSUR vers la gauche et le rapprocher de son projet. Il y a dans ce rapprochement une dimension économique, et nous pouvons observer avec intérêt l'adhésion de l'Uruguay au Sucre<sup>81</sup> symbolisant une petite victoire pour l'ALBA. Néanmoins ce projet revêt surtout une dimension politique, voire diplomatique.

En effet, au niveau politique, l'adhésion du Venezuela au MERCOSUR permet à ce pays de ne pas s'enfermer et de gagner des soutiens sur la scène régionale, mais également sur la scène continentale face aux États-Unis, voire sur la scène internationale. Selon Claudio Katz, l'intégration du Venezuela au MERCOSUR a une importance plus politique qu'économique<sup>82</sup>, et l'objectif de la cooptation de l'ALBA par le MERCOSUR est de la contenir et surtout de limiter les manœuvres du Venezuela qui vont à l'encontre des États-Unis, particulièrement en ce qui concerne son rapprochement avec l'Iran et son influence au sein de l'Organisation des Pays Exportateur de Pétrole (OPEP)<sup>83</sup>. Certains y voient la possibilité de pousser, à travers le Venezuela, Cuba à rejoindre également le MERCOSUR et ainsi infléchir sa position et développer le capitalisme sur l'île. En ce qui concerne le MERCOSUR, cet nouvel arrivant permet de redynamiser un processus moribond et d'influencer une partie du continent qui a tendance à lui échapper.

En ce qui concerne l'influence, il existe une concurrence historique entre le Brésil et l'Argentine pour le leadership régional, mais également une concurrence entre le Venezuela et le Brésil. Ces volontés de prendre le leadership régional s'affrontent et, dans le cas du MERCOSUR, a généré l'immobilisme du projet. Dans ces conditions, la relation future entre ces trois puissances sera déterminante pour l'avenir des divers processus d'intégration eux-mêmes intégrés entre eux du fait de l'appartenance de pays à plusieurs alliances. Il existe

---

<sup>81</sup> <http://www.hastasiempre.info/?p=2152>, consulté le 22 septembre 2013.

<sup>82</sup> [http://lahaine.org/b2-img/katz\\_mer.pdf](http://lahaine.org/b2-img/katz_mer.pdf), consulté le 22 septembre 2013.

<sup>83</sup> *Idem*.

une volonté claire de la part de l'ALBA de réunir le MERCOSUR et la CARICOM pour former peut-être un grand processus d'intégration continental tourné à gauche au niveau politique<sup>84</sup>. Ce processus d'unification du continent proposé lors du XIIème sommet de l'ALBA à Guayaquil, Équateur, le 30 juillet de cette année, esquisse la volonté de s'étendre aux autres pays appartenant à l'Alliance du Pacifique, mais également aux pays africains<sup>85</sup>. Cette volonté de créer un processus continental, voir extracontinental, peut être une manière de renforcer l'ALBA, mais également de la diluer vers un processus ne respectant plus ses principes. Nous pouvons également observer ce processus d'extension comme une fuite en avant alors que ses bases économiques paraissent encore très fragiles.

#### *4.5 Les processus d'intégration continental*

Il existe plusieurs processus d'intégration continentale (PIC) : nous pouvons distinguer l'Organisation des Etats Américains (OEA), la Communauté des Etats Latino-américains et des Caraïbes (CELAC) et l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR). Ces trois projets ont la particularité d'englober un large nombre de pays à différentes échelles. Tout les pays du continent, sauf Cuba, font partie de l'OEA. Cuba fut exclu en 1962, car son système communiste était considéré comme étant incompatible avec l'unité du continent, chose qui est aujourd'hui fortement remis en cause par les nations du continent ces dernières appelant les Etats-Unis à laisser l'île réintégrer la structure. Cette organisation, fondée en 1948, a pour objectif de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, mais elle est surtout une plateforme qui permet à tous les pays du continent de se réunir de manière périodique. Il n'en reste pas moins que la problématique cubaine, et le positionnement des nations face à celle-ci sont actuellement symptomatique des changements en cours sur le continent. Lors du dernier sommet de l'organisation, qui s'est déroulé les 14 et 15 avril 2012 à Carthagène, en Colombie, la position étasunienne sur le sujet de la réintégration de Cuba est apparue extrêmement affaiblie face au consensus des pays latino-américains, qui y sont unanimement favorables. Le discours du président hôte Juan Manuel Santos, allié des Etats-Unis, fût très explicite à cet égard : « *Un prochain sommet sans Cuba serait inacceptable*

---

<sup>84</sup> *Idem.*

<sup>85</sup> <http://www.americaeconomia.com/politica-sociedad/politica/la-alba-propone-aglutinar-las-fuerzas-de-mercosur-caricom-y-petrocaribe>, consulté le 22 septembre 2013.

»<sup>86</sup>. Cette situation concernant Cuba, la position esseulée des Etats-Unis ainsi que la pression grandissante des autres Etats pourraient peut-être pousser les Etats-Unis à revoir leur position s'ils veulent maintenir leur influence dans la région.

En ce qui concerne la CELAC, ce processus d'intégration continentale promu par le Brésil qui comprend tout les pays du continent sauf les Etats-Unis et le Canada. Cette communauté fondée officiellement au mois de décembre 2012 à Caracas. Cette nouvelle communauté peut être comparée dans son fonctionnement et ses objectifs à l'OEA, mais sans l'influence des Etats-Unis. La naissance de cette communauté symbolise la volonté latino américaine de s'affranchir de la domination étasunienne. L'unification de l'ensemble du continent sans les deux puissances que nous pourrions qualifier d'occidentales peut être vu comme une rupture profonde entre ces deux « mondes ». Le projet de la CECAL, montre la déception des pays latino américains face à la politique du président Obama qui lors de son élection avait suscité un profond espoir de changement dans les relations inter-étatiques. Le désintérêt étasunien pour cette région a mis fin à ces attentes et poussé les pays du sous continent à s'organiser sans le pays de l'Oncle Sam. Cette rupture, dans l'appréhension de la relation avec le puissant voisin, mais également dans les représentations, peut être vue comme une dislocation du continent qui aura une grande influence à moyen et long terme. Le leadership brésilien sur la scène régionale et internationale, ainsi que les ressources pétrolifères du continent et du Venezuela en particulier permettent à l'ensemble de l'Amérique latine de ne plus dépendre des Etats-Unis. Cette émancipation signe, elle aussi, la fin de l'uni-polarité des vingt dernières années et symbolise la naissance de ce nouveau monde multipolaire où l'Amérique latine compte bien en être un. La CELAC est donc du point de vue de l'ALBA un grand pas en avant dans sa lutte contre l'impérialisme étasunien. Les « forces », que nous pourrions appeler continentales, vont dans le sens voulu par l'alliance et renforce par conséquent celle-ci ainsi que tout son processus.

L'UNASUR a elle vu le jour en 2008, elle regroupe tout les Etats de l'Amérique du sud. Lors de sa création elle poursuivait quelque peu les mêmes buts que la CELAC, plus récente, mais dans un espace géographique plus faible et regroupant un nombre plus restreint de pays, permettant de trouver plus facilement un consensus. Mais la naissance de la

---

<sup>86</sup> <http://abonnes.lemonde.fr/cgibin/ACHATS/ARCHIVES/archives.cgi?ID=a1fa578aebec24ceea4c39b4e78137fd9a8ce997a04f08e1&print=1>, consulté le 22 septembre 2013.

CELAC, « dans le paysage déjà très encombré du régionalisme latino-américain »<sup>87</sup> a tendance à estomper l'importance de l'UNASUR. Il nous faudra néanmoins attendre plusieurs années pour pouvoir nous rendre compte quel alliance deviendra prédominante. Celles-ci sont encore « jeunes » et une analyse à moyen terme se révélera plus pertinente pour mesurer l'importance et l'influence de chacune d'elles.

Il est intéressant d'observer les nombres, presque affolants, de processus d'intégration régionale ou continentale sur le continent américain. Cette situation ne met néanmoins pas à mal la création de nouvelles entités. Ces processus de construction ont également la particularité de ne pas disparaître malgré l'obsolescence de certains. Il y a un espèce de besoin de les garder « au cas où ». Plusieurs pays font partie de plusieurs alliances, souvent contradictoirement, mais cela ne pose pas de réels problèmes. Certains processus non-pertinents en fonction de la conjuncture économique, politique, sociale ou internationale restent « en veilleuse », ne disparaissent pas et peuvent être à tout moment réactivés si la conjuncture se modifie. Cette façon de ne pas prendre position, de toujours se laisser des « portes ouvertes », de la part des pays de la région est une embûche à la création d'un projet fort. Chaque pays donne l'impression de ne jamais vouloir mettre toutes ses « œufs dans le même panier », ou de vouloir conquérir plus loin en s'attirant la concurrence voire l'opposition d'autres pays. Cette constante situation de concurrence, mais également de méfiance, qui caractérise les relations entre les pays de cette région semblent néanmoins marquer le pas, et la convergence de gouvernement orientés à gauche a tendance ces dernières années à rapprocher entre eux un certains nombre de pays. La création d'alliances, de PIR, semble être la « réponse » régionale à la multiplicité des clivages. Cette « réponse » devra être remplacée par des négociations et la mise en place d'accords où chaque pays ferait des sacrifices pour que le processus d'intégration régionale auquel il appartient avance.

Cette situation où personne ne souhaite prendre de risque est le problème majeur de l'immobilisme régional, mais les récents changements internationaux, la crise économique poussent ces nations à enfin s'allier pour créer un bloc ayant une capacité d'influence sur la scène internationale. Cette volonté se heurte malgré tout à la politique étasunienne qui pousse à la division des pays de la région. Cette politique n'est pas condamnable dans le sens où les Etats-Unis défendent leurs intérêts, mais cela représente une difficulté supplémentaire

---

<sup>87</sup> [http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2012/03/06/la-communaute-d-etats-latino-americains-et-caribeens-celac\\_1652410\\_3232.html](http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2012/03/06/la-communaute-d-etats-latino-americains-et-caribeens-celac_1652410_3232.html), consulté le 23 septembre 2013.

dans une région où celles-ci ne manquent pas. La dynamique actuelle est plutôt favorable à l'Amérique latine, néanmoins celle-ci reposant sur des volontés politiques, peut très rapidement, en fonction de possibles basculements internes, se voir ralentie voire stoppée dans son élan intégrationniste. Cette réalité dans la construction de ces processus d'intégration est basée sur les volontés politiques et non sur la construction d'institutions supranationales. La quasi-absence d'institutions politiques supranationales est symbolique de la volonté des pays de ne pas s'engager, de ne pas se lier définitivement avec un processus. Cette absence de désir de création d'organes institutionnalisés représentant les peuples des différents pays reste un grand point faible pour ces entreprises d'intégrations trop vulnérables aux changements politiques internes. Dans le cadre de l'ALBA, nous pouvons percevoir un plus grand nombre de projets tant économiques que sociaux. Néanmoins les relations étatiques restent cantonnées uniquement aux rencontres de très haut niveau et n'intègrent que des acteurs de la société civile en accords avec l'idéologie et les objectifs de l'ALBA. Ce manque d'intégration politique d'acteurs de tout bord est une faiblesse du processus et un risque direct pour son avenir.

## *5. Conclusion*

Ce travail sur l'ALBA a été très complexe, car la littérature qui aborde ce sujet est très orientée. En ce qui concerne les sources journalistiques, celles-ci le sont de manière criantes voir revendiquées, les ouvrages traitant ce sujet le sont également pour la plupart. Seule la littérature scientifique peut être considérée comme plus neutre même si une orientation, plus fine, existe chez les auteurs. Cette difficulté à appréhender l'objet d'étude provient de la rupture forte et inconciliable qui existe, renforcée par la rhétorique des discours et des décisions politiques, entre deux manières de voir le monde. Cette polarisation complique la tâche du chercheur dans sa quête d'objectivité, ainsi que pour en rendre compte de la manière la plus neutre au lecteur. Ce processus d'intégration régionale qu'est l'ALBA suscite donc une approbation ou une désapprobation complète. Selon la lecture que nous faisons de ce projet tout peut paraître merveilleux, mais selon une autre, celui-ci est extrêmement dangereux et court à sa perte. En réalité les deux points de vues sont légitimes, coexistent, et cela est propre à chaque processus d'intégration régionale, seulement l'ALBA exacerbe les dissensions dans sa manière de remettre en question notre propre conception du monde, mais également dans son rapport à la critique.

L'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique – Traité de Commerce pour les Peuples est une nouvelle approche du vivre ensemble et des priorités à donner tant à l'économie qu'à l'Etat. Tout nouveau projet a des problèmes inhérents à son nouveau modèle, mais également une quantité d'effets pervers non perçus lors de sa mise en place. Par conséquent un processus qui souhaite totalement repenser la société et adapter l'économie, la politique, l'approvisionnement énergétique, les relations inter-étatiques, la gestion des médias, la structure sociétale, à ce nouveau modèle, se trouve dans une situation complexe où le défi à relever est immense. Il s'agit également d'un processus modifiant non seulement les nation à un niveau interne, mais également touchant aux relations entre les Etats et donc à leur sécurité.

La conjoncture actuelle, marquée par la crise économique mondiale, offre une plus grande visibilité à l'ALBA. En effet, nombre de pays, de sociétés et d'individus cherchent à améliorer voir repenser notre manière de vivre et notre société. Dans ce contexte l'alliance

bolivarienne gagne un intérêt certain car elle est déjà en processus de recherche et de construction d'une alternative à la société libérale mondialisée.

Néanmoins, l'ALBA doit se construire dans un monde préexistant, et chaque pays doit faire face aux problématiques inhérentes à son existence même. Ce processus d'intégration régionale est en réalité, comme déjà mentionné, un double processus : la recherche d'un nouveau système plus adapté à la région et à l'être humain, et sa faisabilité, c'est-à-dire la recherche d'un processus capable de mener à bien ses objectifs. Il y a donc un pan idéologique et un autre pratique où le pragmatisme est de mise, ce double objectif, surtout celui qui mène au pragmatisme, a la fâcheuse tendance d'aller à l'encontre dans certains cas des objectifs idéologiques ce qui ouvre la porte à la critique. Il existe deux sortes de critiques face à ce processus, celles qui remettent en cause l'ensemble du processus de construction et d'autres, beaucoup plus faible, qui remettent en cause certains points, certaines choses dans ce processus qui ne fonctionnent pas ou mal. La polarisation politique régionale, conséquence de l'affrontement de deux modèles de sociétés différents génère ce que nous pourrions appeler une « discussion de sourds », où une rupture complète entre les différentes tendances et sensibilités politiques.

Ce processus d'intégration régionale s'est volontairement construit en opposition avec les Etats-Unis et plus généralement en opposition avec l'hégémonie occidentale. Cette orientation l'a poussé à se sentir persécutée, mais également à utiliser ce sentiment de persécution pour fédérer et repousser toutes critiques qui viennent obligatoirement de « l'ennemi ». Cette diabolisation de toute opposition exclue toutes les critiques alors que certaines sont parfaitement légitimes. Cette manière de voir et de faire peut être mise en perspective avec le fameux discours de Fidel Castro aux intellectuels cubains le 30 juin 1962 : « Dentro de la Revolución: todo; contra la Revolución: ningún derecho »<sup>88</sup>. Nous pouvons en effet percevoir le même état d'esprit face à la critique. Dans ces conditions, où tout est orienté dans la communication ainsi que dans la transmission des données sur le projet de l'ALBA, il est très difficile d'être objectif mais également pertinent dans l'analyse. Ce manque d'éléments ouvre la porte à la spéculation, elle-même plus vulnérable encore aux préjugés.

---

<sup>88</sup> « Dans la Révolution : tout ; contre la Révolution : aucun droit »  
[http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/specials/2008/cuba/newsid\\_7767000/7767781.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/specials/2008/cuba/newsid_7767000/7767781.stm), consulté le 22 septembre 2013.

Mais de manière générale, nous pouvons dire que l'ALBA est un projet ambitieux, qui a jusqu'à aujourd'hui montré qu'il était viable et qu'il voulait se développer. Nous pouvons cependant légitimement être septique concernant la possibilité d'une large union englobant l'ALBA et le MERCOSUR. Mais la récente « affaire Snowden », et la réaction très critique de la présidente du Brésil, Dilma Roussef, à l'encontre des Etats-Unis lors de l'Assemblée générale de l'ONU<sup>89</sup>, pourraient pousser le Brésil, et avec lui le MERCOSUR, à se montrer plus proche de l'ALBA dans leurs relations avec les Etats-Unis. La possibilité de voir à moyen terme un bloc plus large, uni pour modifier les rapports de forces internationaux, est aujourd'hui envisageable. Mais la grande faiblesse de l'ALBA, et de tous les processus d'intégration régionale du sud du continent américain, reste le manque d'institutionnalisation du processus à travers la création par exemple d'un parlement de l'ALBA. La construction des PIR reste « frileuse » dans le sens où chaque état se garde toujours la possibilité de se retirer. Cette volonté de ne jamais se lier formellement à un processus débouche sur la faiblesse de ceux-ci, trop tributaires de la conjoncture économique, politique ou sociale. Nous verrons à l'avenir si ce projet ambitieux saura répondre aux obstacles, se réinventer et traverser le temps pour offrir une société meilleure.

---

<sup>89</sup> [http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2013/09/24/selon-dilma-roussef-l-espionnage-americain-est-un-affront\\_3483775\\_3222.html](http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2013/09/24/selon-dilma-roussef-l-espionnage-americain-est-un-affront_3483775_3222.html), consulté le 24 septembre 2013.



## 6. Bibliographie

### 6.1 Ouvrages

M. Milagros, J. Laguardia, *El Caribe en el siglo XXI, coyunturas, perspectivas y desafíos*, Editions Ciencias Sociales, 2011.

R.-P. Desse, H. Dupuy, *Mercosur : vers la « grande Amérique latine » ?*, Ellipses Editions, 2008.

R. Uzcátegui, *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, Editions Spartacus, 2011.

O. Compagnon, J. Rebotier, S. Revet, *Le Venezuela au-delà du mythe, Chávez, la démocratie, le changement social*, Les Editions de l'Atelier, 2009.

P. Giordano, A. Valladão, M.-F. Durand, *Vers un accord entre l'Europe et le Mercosur*, Presses de Science Po, 2001.

P. Guillaudat, P. Mouterde, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne, Promesses et défis d'un processus de changement social*, Editions M, 2012.

A. Slim, *Le Développement durable, idées reçues*, Le Cavalier Bleu Editions, 2007.

### 6.2 Articles

F. Reis Melo, *ALBA: entre a aposta pela integração e a dependência do contexto político dos países membros*, Boltetim Meridiano 47, Vol. 13, No. 132 (juillet-août 2012), pp. 24-30.

T. Muhr, *(Re)constructing Popular Power in Our America: Venezuela and the regionalisation of « revolutionary democracy » in the ALBA-TPC space*, Third World Quarterly, Vol. 33, No. 2 (2012), pp. 225-241.

T. Muhr, *Bolivarian Globalization? The New Left's Struggle in Latin America and the Caribbean to Negotiate a Revolutionary Approach to Humanitarian Militarism and International Intervention*, *Globalizations*, Vol. 9, No. 1 (février 2012), pp. 145-159.

T. Muhr, *The Politics of Space in the Bolivarian Alliance for the Peoples of Our America-Peoples' Trade Agreement (ALBA-TPC): Transnationalism, the Organized Society, and Counter-Hegemonic Governance*, *Globalizations*, Vol. 9, No. 6 (décembre 2012), pp. 767-782.

P. Riggirozzi, *Region, Regionness and Regionalism in Latin America: Towards a New Synthesis*, *New Political Economy*, Vol. 17, No. 4 (septembre 2012), pp. 421-443.

M. Al Attar, R. Miller, *Towards an Emancipatory International Law: the Bolivian reconstruction*, *Third World Quarterly*, Vol. 31, No. 3 (2010), pp.347-363.

K. Artaraz, *New Latin American networks of solidarity? ALBA's contribution to Bolivia's National Development Plan (2006-10)*, *Global Social Policy*, Vol. 11, No. 1 (avril 2011), pp. 88-105.

B. Giblin, *Nouvelle Géopolitique en Amérique latine*, *Hérodote*, No. 123 (avril 2006), pp. 3-8.

J.-P. Lavaud, *La Bolivie d'Evo Morales: continuités et ruptures*, *Problèmes d'Amérique latine*, No. 85 (mars 2012), pp. 73-97.

J.-P. Lavaud, *Bolivie: vers l'anarchie segmentaire ?, L'« ethnicisation » de la vie politique*, *Hérodote*, No. 123 (avril 2006), pp. 62-81.

F. Langue, *Pétrole et révolution dans les Amériques, Les stratégies boliviennes de Hugo Chavez*, *Hérodote*, No. 123 (avril 2006), pp. 41-61.

S. Launay, *Le (néo)populisme de Hugo Chávez*, *Cités*, No. 49 (janvier 2012), pp. 49-64.

K. Artaraz, *Cuba's Internationalism Revisited: Exporting Literacy, ALBA, and a New Paradigm for South-South Collaboration*, Bulletin of Latin American Research, (2011), pp. 22-37.

E. Karmon, *Amérique latine, défi de l'Iran aux Etats-Unis dans leur arrière-cour*, Outre-terre, No. 28 (2011), pp. 531-555.

L. Talha, *Le régime rentier et son mode de régulation, Essai de problématique*, Forum de la régulation (2003), pp.1-27.

J. Feinsilver, *Médicos por petróleo, La diplomacia médica cubana recibe una pequeña ayuda de sus amigos*, Nueva Sociedad, No. 216 (juillet-août 2008), pp. 107-120.

J. Polanco, *Salud y hegemonia regional : Las relaciones Cuba-Venezuela, 1999-2006*. [http://www.ovsalud.org/doc/Salud\\_y\\_Hegemonia\\_Regional\\_Las\\_relaciones\\_CubaVenezuela\\_1999-2006.pdf](http://www.ovsalud.org/doc/Salud_y_Hegemonia_Regional_Las_relaciones_CubaVenezuela_1999-2006.pdf), consulté le 13 septembre 2013.

J. Castanier, M. Commet, N. Lazerg, A. Marin, *La communication institutionnelle de l'ALBA. Des principes affichés à la réalité de l'action*, OPALC Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes. <http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/La%20communication%20institutionnelle%20de%20l'ALBA.pdf>, consulté le 14 septembre 2013.

R. Jones, *Hugo Chavez's Health-care programme misses its goals*, The Lancet, Vol. 371 (juin 2008). <http://download.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140673608608533.pdf>, consulté le 14 septembre 2013.

P. Salón, TLC (Tratado de Libre Comercio) vs. TCP, <http://www.aporrea.org/tecno/n77161.html>, consulté le 14 septembre 2013.

### 6.3 Internet

<http://www.sicsal.net/informes/ALBA.html>, consulté le 21 septembre 2013

<http://www.lecourrierduparlement.fr/bruxelles-la-ville-aux-20-000-lobbyistes/>, consulté le 12 septembre 2013.

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse\\_comparative\\_des\\_processus\\_d\\_integrati\\_on\\_economique\\_regionale.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse_comparative_des_processus_d_integrati_on_economique_regionale.pdf), consulté le 13 septembre 2013.

<http://www.herodote.org/spip.php?article62#sommaire>, consulté le 13 septembre 2013.

[http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/d/d3/Diagrama\\_OIG\\_latino-americanas\\_e\\_caribenas2-pt.svg/2000px-Diagrama\\_OIG\\_latino-americanas\\_e\\_caribenas2-pt.svg.png](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/d/d3/Diagrama_OIG_latino-americanas_e_caribenas2-pt.svg/2000px-Diagrama_OIG_latino-americanas_e_caribenas2-pt.svg.png), consulté le 13 septembre 2013.

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/06/29/97002-20120629FILWWW00336-mercosur-le-paraguay-va-etre-suspendu.php>, consulté le 18 septembre 2013.

<http://www.comunidadandina.org/Quienes.aspx>, consulté le 21 septembre 2013.

<http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/17/39/20/PDF/cal50-dossier5.pdf>, consulté le 20 septembre 2013.

<http://www.latinreporters.com/amlateco24052013iv.html>, consulté le 20 septembre 2013.

<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/index.aspx?lang=fra>, consulté le 22 septembre 2013.

[http://www.alenaaujourd'hui.org/faq\\_fr.asp#faq-1](http://www.alenaaujourd'hui.org/faq_fr.asp#faq-1), consulté le 22 septembre 2013.

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/litterature/caudillismo/171795>, consulté le 12 septembre 2013.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2008/03/VIGNA/15719>, consulté le 13 septembre 2013.

[http://www.alenaaujourd'hui.org/myths/default\\_fr.asp](http://www.alenaaujourd'hui.org/myths/default_fr.asp), consulté le 13 septembre 2013.

<http://www.summit-americas.org/French&Portuguese/Miamidec-fr.htm>, consulté le 13 septembre 2013.

[http://www.ftaa-alca.org/View\\_f.asp](http://www.ftaa-alca.org/View_f.asp), consulté le 13 septembre 2013.

[http://www.summitamericas.org/Documents%20for%20Argentina%20Summit%202005/IV%20Summit/Declaracion/Declaracion\\_FRA%20IV%20Cumbre-rev1.pdf](http://www.summitamericas.org/Documents%20for%20Argentina%20Summit%202005/IV%20Summit/Declaracion/Declaracion_FRA%20IV%20Cumbre-rev1.pdf), consulté le 13 septembre 2013.

<http://www.alba-tcp.org/contenido/historia-del-alba-tcp>, consulté le 13 septembre 2013.

[http://www.pdvsa.com/index.php?tpl=interface.sp/design/salaprensa/readesp.tpl.html&newsid\\_obj\\_id=214&newsid\\_temas=58](http://www.pdvsa.com/index.php?tpl=interface.sp/design/salaprensa/readesp.tpl.html&newsid_obj_id=214&newsid_temas=58), consulté le 13 septembre 2013.

<http://www.misionmilagro.gob.ve/Mision/Antecedentes.htm>, consulté le 13 septembre 2013.

<http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2012/05/les-nationalisations-nement-pas-lattractivite-de-lamerique-latine.html>, consulté le 15 septembre 2013.

[http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2013/01/14/le-choix-de-la-nationalisation\\_1816648\\_3234.html](http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2013/01/14/le-choix-de-la-nationalisation_1816648_3234.html), consulté le 15 septembre 2013.

<http://www.alba-tcp.org/contenido/historia-del-alba-tcp>, consulté le 14 septembre 2013.

<http://donnees.banquemondiale.org/pays>, consulté le 14 septembre 2013.

[http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=11&ved=0CC4QFjAAOAo&url=http%3A%2F%2Fwww.normangirvan.info%2Fwp-content%2Fuploads%2F2009%2F02%2Falba-petrocaribe-y-caricom-girvan1esp.doc&ei=0bs5UvyQGcKb0wW1zYBg&usg=AFQjCNGQPU1gpiwgsuZsGwV6cLD\\_QBkrFQ&sig2=BLmgZBNGaEYodV8RJWObow&bvm=bv.52288139,d.d2k](http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=11&ved=0CC4QFjAAOAo&url=http%3A%2F%2Fwww.normangirvan.info%2Fwp-content%2Fuploads%2F2009%2F02%2Falba-petrocaribe-y-caricom-girvan1esp.doc&ei=0bs5UvyQGcKb0wW1zYBg&usg=AFQjCNGQPU1gpiwgsuZsGwV6cLD_QBkrFQ&sig2=BLmgZBNGaEYodV8RJWObow&bvm=bv.52288139,d.d2k), consulté le 14 septembre 2013.

<http://www.radiotelevisioncaraibes.com/nouvelles/internationale/petro-caribe-veut-se-transformer-en-zone-economique.html>, consulté le 14 septembre 2013.

[http://www.laopinion.com/zelaya\\_escandalo\\_corrupcion\\_donacion\\_hugo\\_chavez](http://www.laopinion.com/zelaya_escandalo_corrupcion_donacion_hugo_chavez), consulté le 14 septembre 2013.

<http://cadtm.org/Honduras-Pourquoi-le-coup-d-Etat>, consulté le 14 septembre 2013.

<http://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/93756>, consulté le 14 septembre 2013.

[http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP\\_fran\\_ais\\_9.pdf](http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf), consulté le 18 septembre 2013.

<http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/TeleSur%20un%20entrepreneur%20d'intégration.pdf>, consulté le 19 septembre 2013.

<http://www.cubanet.org/CNews/y05/oct05/14a9.htm>, consulté le 20 septembre 2013.

[http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP\\_fran\\_ais\\_9.pdf](http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

<http://www.vuessurlemonde.com/2012/11/25/les-reformes-economiques-sur-lile-de-cuba/>, consulté le 19 septembre 2013.

<http://www.alba-tcp.org/contenido/estructura-y-funcionamiento-del-alba-tcp>, consulté le 21 septembre 2013.

[http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP\\_fran\\_ais\\_9.pdf](http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

[http://auspace.athabasca.ca:8080/bitstream/2149/3319/1/Kellogg,%20Paul\\_2012-ALBA-UNASUR-print.pdf](http://auspace.athabasca.ca:8080/bitstream/2149/3319/1/Kellogg,%20Paul_2012-ALBA-UNASUR-print.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

<http://www.alianzabolivariana.org/modules.php?name=News&file=article&sid=2671>, consulté le 21 septembre 2013.

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-12-02-Sucre>, consulté le 12 septembre 2013.

[http://www.sucrealba.org/images/notas/Al\\_dia\\_con\\_el\\_BCV\\_161.pdf](http://www.sucrealba.org/images/notas/Al_dia_con_el_BCV_161.pdf), consulté le 12 septembre 2013.

<http://sceco.paris.iufm.fr/pagepdf/euro.pdf>, consulté le 21 septembre 2013.

[http://www.fmdv.net/fileadmin/user\\_upload/documents/Rapport\\_FMDV\\_Global\\_FR\\_FINALE.pdf](http://www.fmdv.net/fileadmin/user_upload/documents/Rapport_FMDV_Global_FR_FINALE.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

[http://www.fmdv.net/fileadmin/user\\_upload/documents/Rapport\\_FMDV\\_Global\\_FR\\_FINALE.pdf](http://www.fmdv.net/fileadmin/user_upload/documents/Rapport_FMDV_Global_FR_FINALE.pdf), consulté le 21 septembre 2013.

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-12-02-Sucre>, consulté le 22 septembre 2013.

<http://www.aporrea.org/tecno/n77161.html>, consulté le 22 septembre 2013.

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse\\_comparative\\_des\\_processus\\_d\\_integrati\\_on\\_economique\\_regionale.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse_comparative_des_processus_d_integrati_on_economique_regionale.pdf), consulté le 18 septembre 2013.

[http://www.herodote.net/2\\_decembre\\_1823-evenement-18231202.php](http://www.herodote.net/2_decembre_1823-evenement-18231202.php), consulté le 22 septembre 2013.

[http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2013/03/31/venezuela-enquete-sur-la-mort-de-hugo-chavez\\_3151119\\_3222.html](http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2013/03/31/venezuela-enquete-sur-la-mort-de-hugo-chavez_3151119_3222.html), consulté le 22 septembre 2013.

<http://www.rfi.fr/ameriques/20120731-entree-venezuela-mercosur-change-nature-dimensions-hugo-chavez-dilma-rousseff-jose-mujica-cristina-fernandez>, consulté le 22 septembre 2013.

<http://donnees.banquemondiale.org/pays/bresil>, consulté le 22 septembre 2013.

<http://donnees.banquemondiale.org/pays/argentine>, consulté le 22 septembre 2013.

[http://lahaine.org/b2-img/katz\\_mer.pdf](http://lahaine.org/b2-img/katz_mer.pdf), consulté le 22 septembre 2013.

<http://www.hastasiempre.info/?p=2152>, consulté le 22 septembre 2013.

<http://www.americaeconomia.com/politica-sociedad/politica/la-alba-propone-aglutinar-las-fuerzas-de-mercosur-caricom-y-petrocaribe>, consulté le 22 septembre 2013.

[http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/specials/2008/cuba/newsid\\_7767000/7767781.stm](http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/specials/2008/cuba/newsid_7767000/7767781.stm), consulté le 22 septembre 2013.

[http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2013/09/24/selon-dilma-rousseff-l-espionnage-americain-est-un-affront\\_3483775\\_3222.html](http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2013/09/24/selon-dilma-rousseff-l-espionnage-americain-est-un-affront_3483775_3222.html), consulté le 24 septembre 2013.